

PATRONAT ET GOUVERNEMENT NE CÈDENT RIEN



PRENONS LA RUE !

Dossier

**Le Grand blabla est fini,
LA LUTTE CONTINUE!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Nous ne nous tairons plus!
Page 2

PREMIER PLAN

**Algérie. «On voit le rôle de la
mémoire des mobilisations»**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
**Indonésie. Retour sur le duel
présidentiel**
Page 5

LIBRE EXPRESSION
**Entretien avec Geoffroy de
Lagasnerie sur le combat Adama**
Page 12



Par ELSA COLLONGES

Nous ne nous taisons plus !

Le 19 avril, la justice a renvoyé Denis Baupin dans les cordes. Malgré de nombreuses accusations d'agression et de harcèlement sexuels et l'enquête approfondie menée par les journalistes Lénaïg Bredoux et Cyril Graziani, il avait échappé à une condamnation pour cause de prescription. Et suite à ce verdict, ce salopard n'avait pas hésité à attaquer pour diffamation les journalistes et les femmes qui l'avaient accusé. Il n'y a pas de doute : l'objectif d'un tel procès était clairement d'intimider, de faire peur à toutes celles qui oseraient dénoncer leurs agresseurs, de faire taire les journalistes qui mènent de telles enquêtes. Mais la justice a relaxé les accusés, et encore mieux, a condamné Denis Baupin pour procédure abusive. Ce rendu est un encouragement, pour toutes les victimes de violences sexistes, à ne plus se taire.

En France, aucun homme connu n'a encore été condamné pour de telles violences, et pourtant les affaires ne manquent pas. Mais le traitement médiatique des violences faites aux femmes, et en particulier des féminicides, reste globalement catastrophique. Le chemin est encore long pour que l'ampleur du phénomène éclate. Rappelons-le : en France, il y a un viol ou une tentative de viol toutes les 9 minutes et, depuis le 1^{er} janvier 2019, on recense déjà 45 féminicides soit un tous les 2,5 jours. Et on ne parle là que des cas de violences extrêmes... Mais depuis quelques années, la parole des femmes a commencé à briser le silence imposé par l'ordre patriarcal. Et cette lame de fond est internationale : en Argentine, aux États-Unis, en Inde, dans l'État espagnol, en France avec le mouvement #metoo... les femmes dénoncent leurs agresseurs, sur les réseaux sociaux et ailleurs, le nombre de plaintes augmente, les affaires sortent... Cette vague de dénonciation constitue un point d'appui pour la reconstruction d'un mouvement féministe massif qui ne se contente pas de droits sur le papier mais réclame justice pour toutes les victimes, la fin de toutes les violences, de toutes les discriminations de genre. C'est un mouvement profond qui peut porter la lutte contre l'oppression spécifique des femmes bien au-delà de l'égalité formelle, pour un changement de société qui mette à bas capitalisme et patriarcat.

BIEN DIT

À Paris, l'arrestation d'Alexis Kraland et de Gaspard Glanz est une nouvelle atteinte à la liberté d'informer. En utilisant le délit « de participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations », le pouvoir cherche à intimider les journalistes en les empêchant d'informer les citoyens de ce pays.

Communiqué du SNJ-CGT, 22 avril 2019.

À la Une

Patronat et gouvernement ne cèdent rien : le 27 avril, le 1^{er} Mai, le 9 mai, prenons la rue !

« Incendie de Notre-Dame : la vieille dame aura aidé le jeune président de la République à s'entourer d'histoire et de sacré » : ces mots de Françoise Fressoz, éditorialiste au Monde, sont une illustration parmi bien d'autres de la capacité des soutiens d'Emmanuel Macron à raconter quantité d'énormités. Le mouvement des Gilets jaunes, par son irruption sur la scène sociale et politique, a beau contribuer depuis plus de cinq mois maintenant à faire entendre fortement la colère et la détermination d'importantes fractions des classes populaires jusqu'ici invisibilisées, certains continuent de n'y rien comprendre, ou de faire semblant de n'y rien comprendre.

À commencer par Macron lui-même qui, rempli d'accents solennels, a tenté piteusement d'exploiter l'incendie de Notre-Dame pour essayer de redorer son blason, en nous appelant à « retrouver le fil de notre projet national », ramenant les revendications sociales à « la politique et ses tumultes »... Croit-il sérieusement que nous allons oublier que ses politiques détruisent nos conditions de vie et de travail en cassant les services publics, en particulier ceux de l'éducation et de la santé, ou encore que l'incendie de Notre-Dame résulte, selon nombre de spécialistes, de l'austérité, de la pénurie budgétaire généralisée, y compris à la culture, du manque d'entretien des monuments historiques ? Et croit-il en outre que les généreux dons (légalement déductibles des impôts) de ses amis milliardaires vont nous faire oublier que ses politiques, qu'il s'agisse des allègements fiscaux ou des cadeaux aux grandes entreprises, leur ont permis de se gaver encore et toujours davantage ?

Ne pas laisser Macron nous tromper

Nous ne sommes pas dupes, et nous ne sommes pas les seules. Cette vieille tactique – se servir d'un drame pour faire croire à l'existence d'intérêts communs entre les plus riches et le monde du travail, transcendant les clivages de classes – ne fonctionne plus. Les gouvernements précédents l'ont trop usée, et les discours grandiloquents de Macron et de ses courtisans, qu'ils soient responsables politiques ou éditorialistes, ne prennent pas.



Il n'y a pas un pouce à céder à face à ce pouvoir, et ce ne sont pas les annonces de Macron – dont nous ne connaissons pas le détail à l'heure où ces lignes sont écrites, mais dont la philosophie est malheureusement bien connue – qui y changeront quoi que ce soit. Un pouvoir qui continue, alors qu'il prétend, au terme de son Grand blabla, avoir entendu les revendications portées dans la population, de réprimer comme aucun de ses prédécesseurs n'avait osé le faire. Ainsi, lors du 23^e acte des Gilets jaunes, un nouveau cap a été franchi en s'attaquant ostensiblement à des journalistes, parmi lesquels Gaspard Glanz et Alexis Kraland à Paris (voir article page suivante), dont le travail de journaliste est directement mis en cause, entre autres avec l'interdiction pour Gaspard de couvrir, désormais, les manifestations.

Objectif 27 avril

Cette répression intervient alors que, malgré le mépris, malgré les

violences policières, les mobilisations se poursuivent et tentent de converger : celle des Gilets jaunes qui se poursuit, avec de nouveaux actes en perspective ; dans l'Éducation nationale, contre la loi Blanquer qui vise à découpler la sélection sociale et à précariser les personnels ; dans la santé, contre la destruction du service public hospitalier ; contre les licenciements dans le privé, en particulier dans l'automobile ; pour les salaires dans les entreprises, en écho à la mobilisation des Gilets jaunes pour le pouvoir d'achat. Et on en oublie...

Chaque samedi, les actes des Gilets jaunes jouent un rôle essentiel d'entretien de la contestation contre le gouvernement et le patronat, empêchant tout « retour à la normale » et maintenant une pression forte sur le pouvoir et ses soutiens, dont l'arrogance à l'égard des manifestantEs n'a d'égal que leur inquiétude face à la poursuite de la mobilisation. Le 27 avril sera un samedi particulier,

dans la mesure où de nombreuses fédérations et unions départementales de la CGT appellent à manifester à Paris contre le gouvernement, avec le soutien de Gilets jaunes. Le NPA s'associe pleinement à cet objectif de faire converger les luttes et les revendications.

Et après on continue

La mobilisation continuera avec les manifestations du 1^{er} Mai et la grève dans la fonction publique le jeudi 9 mai. Celle-ci doit être construite dès maintenant, dans la perspective d'en faire le point de départ d'une lutte prolongée contre les suppressions de postes et la précarisation dans la fonction publique, en s'appuyant notamment sur la mobilisation qui s'est développée ces dernières semaines dans l'Éducation nationale, notamment dans le primaire.

Nous ne laisserons pas le gouvernement se servir de Notre-Dame ou des élections européennes pour effacer notre colère, et nous savons que des millions de salariéEs refusent, et refuseront, de se faire duper. Mais nous n'obtiendrons pas, face à un pouvoir qui se la joue « droit dans ses bottes » – tout en accumulant les erreurs de communication et les annonces contradictoires, signe de sa fragilité – de victoire sans extension du combat. L'issue de la séquence de lutte entre Macron et les classes populaires que nous vivons depuis plusieurs mois dépend ces prochains jours de notre détermination et de notre capacité à entrer toutes et tous ensemble dans l'action.

A.L. et J.S.

ALGÉRIE

« On voit le rôle de la mémoire des mobilisations »

Nous nous sommes entretenus avec notre camarade **Kamel Aïssat** sur le bilan des manifestations du 19 avril et les enjeux actuels en Algérie.

Les marches de vendredi 19 avril étaient impressionnantes. C'est le 9^e week-end où nous avons des millions de personnes dans la rue. Ce n'est pas facile

pour un peuple de marcher chaque vendredi, parce que nous avons d'autres activités, nous avons besoin de souffler, et la société sacrifie sa journée de repos [le vendredi est chômé] pour marcher. C'est impressionnant, c'est joyeux et c'est très calme.

« Vous allez partir »

Il y a une grande sérénité, une détermination qui est impressionnante, sans colère, sans rancune, mais qui dit que nous voulons qu'ils partent tous ! C'est unique dans les annales du mouvement social, y compris au

niveau international. Les 48 wilayas sont mobilisées pour dire : « Vous allez partir ».

Ce sont elles qui ont imposé le départ du gouvernement, qui veulent tous les faire partir. Il y aura des week-ends avec un peu moins de monde, mais on reste autour de 20 millions de personnes mobilisées. La mobilisation est intacte et la volonté de changement aussi. C'est ce qu'il faut retenir car, dans une certaine presse, on expliquera qu'il y avait moins de monde, pas 17 millions mais seulement 10 millions. Mais ça reste gigantesque !

Et il ne faut pas oublier qu'il y a aussi la mobilisation de la semaine. Chaque mardi il y a la mobilisation dans les universités, avec les étudiants, les travailleurs, chaque secteur, l'administration publique, les banques, les mairies. Et d'autres jours de la semaine. C'est maintenant impossible à quantifier.

Les manœuvres du pouvoir n'ont pas démobilisé

Il faut comprendre que le système Bouteflika fonctionne depuis vingt ans. Avant lui, il y a eu celui de la décennie noire, où une oligarchie a émergé dans les années 1990, puis une autre dans les années 2000. Les gens ont compris que le système était capable de se régénérer, de trouver des issues politiques, d'intégrer de nouvelles couches. Les gens ne croient plus à un changement qui viendrait de l'appareil

Un monde à changer

CE QUE MACRON REFUSE D'ENTENDRE.

Macron a tiré ses enseignements de son « Grand débat ». À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'en connaissons pas encore le détail mais on peut le pressentir. Car ce président de la République est un adepte de l'audition sélective : vous dites « justice fiscale », il entend « baisse des impôts » et, bien sûr, pas de la TVA.

Pourtant, vient de sortir une enquête d'opinion très sérieuse du service statistique du ministère des Affaires sociales, dont le titre seul suffit à montrer la mystification du discours macronien : « Les Français, de plus en plus sensibles aux inégalités de revenus, s'opposent à la baisse des prestations sociales »¹. Parmi les principaux résultats, on apprend ainsi que :

Huit enquêtés sur dix estiment que les inégalités ont plutôt augmenté et vont continuer à augmenter ;

La moitié pensent que les ouvriers non qualifiés devraient gagner 25% de plus et les PDG des grandes entreprises françaises 40% de moins ; 58% des ouvriers et 55% des retraités sont pessimistes quand ils et elles pensent à leur avenir (des chiffres en augmentation de plus de 10 points par rapport à 2017). Le niveau de pessimisme n'a guère varié chez les cadres

supérieurs et professions libérales. En tête des préoccupations majeures, on retrouve le niveau de salaire et le pouvoir d'achat, l'avenir du système de retraite, la pauvreté et le chômage ainsi que l'environnement ;

62% des enquêtés estiment que le système de sécurité sociale fournit un niveau de protection suffisant (contre 73% en 2017). Moins de la moitié sont satisfaits par les urgences hospitalières. Les enquêtés sont plus nombreux à penser que l'accès et la qualité des soins dépendent des inégalités de revenus ;

Fin 2018, les enquêtés s'opposent encore plus fortement que l'année précédente à une baisse des prestations sociales, et ce, même en échange d'une baisse de leurs impôts ou cotisations, ainsi qu'à la restriction de leur accès aux seuls cotisants. 74% sont contre une baisse des allocations familiales, 78% contre une baisse des allocations logement, 86% contre une baisse des aides aux personnes handicapées et 88% contre une baisse des retraites.

1 - <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-francais-plus-sensibles-aux-inegalites-de-revenus-et-plus-attaches-au>; Français veut dire ici « habitant de la France de plus de 18 ans, avec ou sans la nationalité française ».

Ce n'est pas la première interpellation pour Gaspard et Alexis, mais celle-ci semble être l'un des résultats de la loi dite « anticasseurs » qui permet d'empêcher des gens de manifester sur simple supposition d'intentions. En témoignent les chefs d'inculpation qui sont tout simplement scandaleux.

« Atroupement en vue de commettre des violences »

La police a considéré que la caméra d'Alexis Kraland était une « arme par destination » et que la présence de Gaspard Glanz dans la manifestation constituait une « participation à un atroupement en vue de commettre des violences ». Serait-il donc devenu interdit de se rendre en manifestation et d'y aller avec un appareil photo ? La non-détention d'une carte de « journaliste professionnel » (qu'on appelle souvent de manière erronée une « carte de presse », puisqu'une telle chose n'existe pas en France) n'est pas une raison pour les empêcher de travailler, et le fait qu'ils soient des journalistes « engagés » non plus. La police n'a certainement pas à décider quel journaliste a le droit de faire son travail !

Alexis Kraland est sorti après 8 heures de garde à vue. Il n'a donc pas pu couvrir la manifestation. Pour Gaspard Glanz l'affaire est encore plus grave, puisque qu'il a passé 48 heures en garde à vue, que son procès est prévu pour octobre et qu'entre-temps il a interdiction de couvrir les manifestations à cause, on croit rêver, d'un doigt d'honneur qui lui vaut l'inculpation « d'outrage à agent ».

GILETS JAUNES Assez de répression contre les journalistes !

Deux journalistes indépendants, Alexis Kraland et Gaspard Glanz ont été interpellés samedi dernier à Paris, lors de l'acte 23 des Gilets Jaunes. Des interpellations qui ont eu lieu au cours d'une journée une nouvelle fois particulièrement violente, au cours de laquelle les journalistes n'ont pas été épargnés.



Interpellation du journaliste Gaspard Glanz, fondateur de Taranis New. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

Prétextes à un acharnement

Retour sur les faits : Gaspard reçoit une grenade de la part de la police, une munition supposée être défensive, mais qui est utilisée massivement sans raison. Des grenades qui blessent, qui mutilent, qui éborgnent et qui tuent. Il cherche à parler au commissaire, avec lequel il avait échangé quelques minutes plus tôt. Un policier le pousse, Gaspard répond avec un doigt d'honneur et s'éloigne rapidement. Nous sommes donc face à un incident très mineur... Si

cela mérite 48 heures de garde à vue et une interdiction de couvrir les manifestations, que faire des insultes, des menaces et des violences de la part des policiers ?

L'arrestation de Gaspard Glanz n'a en réalité rien à voir avec ce doigt d'honneur, qui n'est qu'un prétexte. La raison de cet acharnement est que Gaspard Glanz dérange, que ses vidéos ont mis à mal le gouvernement en dévoilant une partie des actions d'Alexandre Benalla il y a un an, qu'elles ont servi à montrer les

violences policières et à démasquer des policiers infiltrés en manifestation et déguisés en journalistes. C'est pour cela qu'il est fiché S, et qu'on qu'on veut l'empêcher de couvrir les manifestations.

Défendre la liberté d'informer !

Le gouvernement ne veut pas de journalistes comme Gaspard Glanz ou Alexis Kraland. Il veut des journalistes à sa botte et cherche à limiter le droit d'informer et la liberté d'expression pour tous les autres. C'est pour toutes ces raisons que le NPA, à l'instar des syndicats de journalistes et de nombreuses sociétés de rédaction, tient à apporter son soutien à Alexis Kraland et à Gaspard Glanz, ainsi qu'à tous les journalistes de terrain qui subissent d'une manière ou d'une autre la répression. Nous exigeons le retrait de la loi dite « anticasseurs », nous dénonçons la dérive autoritaire de ce gouvernement qui réprime les manifestations, qui met en prison celles et ceux qui osent manifester contre ses politiques, et qui limite gravement la liberté de la presse.

Martin Noda



TITI HADDAD

d'État, de ce système. Ils ne croient pas à un changement qui vienne de l'intérieur des classes dominantes.

On voit le rôle de la mémoire des mobilisations : toutes les luttes qui ont eu lieu dans les trente dernières

années ont été enregistrées dans la mémoire collective des masses populaires. Elles n'ont pas eu la réponse qu'on voulait au moment où on le voulait, mais c'est maintenant que les gens disent qu'ils savent ce qu'est ce système, qu'ils savent qui a acheté les entreprises publiques, qui a profité des années 1990, qui a profité des plans d'ajustements structurels du FMI, qui a profité des programmes de la banque mondiale, du système Bouteflika. Les gens savent tout ça et le disent dans les manifestations d'aujourd'hui.

La Constitution actuelle n'est plus d'actualité en Algérie

Par exemple, à Bejaïa, les mots d'ordre les plus frappants étaient les mots d'ordres anti-impérialistes, que ce soit sur la « main étrangère » dénoncée par l'armée, qu'on trans-forme pour dire « la main étrangère

va vous dégager », ou bien que ce soit l'emprise américaine sur le pétrole en Algérie, qui est rejetée à travers certaines banderoles.

Les démissions de cette semaine n'ont pas fonctionné et ne fonctionneront pas, car la Constitution actuelle n'est plus d'actualité en Algérie. La Constitution est rejetée par la population, car elle a été faite sur mesure pour les oligarques, pour la bourgeoisie algérienne, pour ceux qui détiennent le pouvoir. La loi n'est jamais neutre, c'est l'expression du rapport de forces du moment : quand Bouteflika, dans sa dérive monarchique, a confisqué le pouvoir, il a écrit une Constitution pour permettre à la bourgeoisie d'accaparer les richesses nationales. Et c'est ce qui est rejeté aujourd'hui par le peuple !

Propos recueillis le 20 avril par Antoine Larrache

Le chiffre 3770 euros

C'est la somme que devront désormais déboursier les étudiants étrangers non-européens pour s'inscrire en master à l'université française, contre 243 euros jusqu'à présent. Les frais d'inscription en licence s'élèvent quant à eux à 2770 euros (contre 170). Soit une augmentation de plus de 1000% générant des inégalités scandaleuses et une sélection renforcée, le tout suite à un décret courageusement publié au Journal officiel en plein week-end de Pâques. La Macronie dans toute sa splendeur...



Agenda

Samedi 27 avril, manifestation des Gilets jaunes Acte 24. À Paris, départ à 13 h du cortège unitaire syndicats et Gilets jaunes, à Montparnasse.

Samedi 27 avril, déambulation pour les droits des résidents des foyers, Paris 20^e. Départ à 14 h devant le foyer Adoma, 31, rue de la Duée, M^o Télégraphe ou Pelleport.

Samedi 27 avril, meeting pour la régularisation et la justice sociale en Europe, Paris. À 18 h, place de la République. Organisé par la CISPM et la Marche des Solidarités.

Mercredi 1^{er} mai, rassemblement à la mémoire de Brahim Bouarram, Paris 1^{er}. De 11 h à 12 h, au Pont du Carrousel, M^o Palais-Royal (voir article page 8).

Mercredi 1^{er} Mai, journée internationale de manifestations. À Paris, départ à 14 h 30 de Montparnasse. À 11 h, départ du cortège climatique, social et démocratique de Panthéon.

Samedi 4 mai, manifestation des Gilets jaunes Acte 25.

Judi 9 mai, manifestation pour la fonction publique, Paris.

NO COMMENT

Quelle répression ? Il n'y a pas de répression du mouvement. [...] Il n'y a jamais de policiers qui s'en prennent à des manifestants qui ne font rien et qui sont pacifiques, c'est faux. Il faut arrêter de dire ça, c'est ridicule, toutes les images en attestent et toutes les observations en attestent.

LAURENT NUÑEZ, BFM-TV et RMC, 23 avril 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION Un rapport accablant sur les pratiques policières à Toulouse

L'Observatoire des pratiques policières (OPP) est né à Toulouse à la fin de l'année 2016. Réunissant la Ligue des droits de l'homme (LDH), la Fondation Copernic et le Syndicat des avocats de France (SAF), cet observatoire, mis en place dans la foulée des mobilisations sociales de 2016, constitue une précieuse ressource pour quiconque veut documenter les pratiques policières à l'encontre de la contestation sociale. Le 17 avril, il a rendu un rapport accablant¹.

Après acte, les cas de répression et de violences policières se multiplient aux quatre coins de la France. Et chaque semaine, la ville de Toulouse est l'un des lieux, avec Paris, où sont constatés le plus de cas de violences et de pratiques liberticides. Le titre du rapport de l'OPP est à cet égard explicite : « Toulouse : un dispositif de maintien de l'ordre disproportionné et dangereux pour les libertés publiques. »

L'étude de l'OPP porte sur 47 manifestations, du 1^{er} mai 2017 au 23 mars 2019, et couvre donc une période beaucoup plus longue que celle du seul mouvement des Gilets jaunes. Fondé sur des observations directes, des témoignages recoupés, des documents photos et vidéos, le rapport dresse un panorama accablant des pratiques policières à Toulouse. Il nous est impossible de détailler ici ce rapport de 137 pages, que nous vous invitons en revanche à consulter en ligne, mais quelques leçons peuvent en être tirées.



OPP

Montée en puissance et stratégie de la peur

Le détail de l'ensemble des armes utilisées par les forces de répression est ainsi, à lui seul, une démonstration du niveau de répression atteint ces dernières années, et a fortiori ces derniers mois : « Nous pouvons alors nous interroger pour savoir pourquoi, en Europe, des pays similaires au nôtre peuvent assurer la gestion de foules et de manifestations avec efficacité avec des moyens en armes plus restreints. Pas de lanceurs de balles de défense (sauf en Espagne), pas de grenades explosives GMD ou GLI F4 (aucun autre pays n'en est doté). »

Face à ce déploiement, l'OPP constate que les manifestantEs, notamment dans les cortèges des Gilets jaunes, ont de plus en plus tendance à elles et eux aussi, « s'équiper » : « Alors que le risque judiciaire d'être contrôlé avec de tels matériels est important, leur utilisation croissante interroge. Ne serait-ce pas un signe visible de résistance face à l'armement de la police considéré comme démesuré ? Une manière de dire : nous aussi on est équipés ? »

La « montée en puissance » de la répression est palpable tout au long du rapport, avec un usage de plus en plus systématique des gaz lacrymogènes, des LBD, des grenades dites « défensives » (mais souvent utilisées de manière offensive), des canons à eau, etc. Le nombre de contrôles humiliants, d'arrestations violentes, de blessésEs... ne cesse lui aussi d'augmenter. Le rapport établit en outre, c'est même le titre d'un sous-chapitre, que « les BAC prennent des distances avec les codes et les lois ».

L'OPP conclut, entre autres, de ses observations, ceci : « Il est question ici de la mise en place d'une véritable "stratégie de la peur" visant à dissuader les citoyenEs d'utiliser librement leur droit à manifester (venir manifester, c'est "accepter" de se mettre en danger, c'est envisager qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique et psychique). [...] En faisant pression sur les citoyenEs pour qu'ils ou elles n'assistent pas aux manifestations au vu des risques possibles de blessures, d'invalidité, cette politique menée actuellement par le ministre de l'Intérieur, comme par ses précédents collègues les années passées, est attentatoire aux libertés publiques. » On ne saurait mieux dire...

Correspondant

1 - Rapport en ligne sur http://www.universitepopulairetoulouse.fr/IMG/pdf/rapport-opp-web_final.pdf

SERVICES PUBLICS Contre la privatisation d'Aéroports de Paris, mobilisation!

La privatisation de l'Aéroports de Paris (ADP) fait scandale, y compris parmi des gens qui n'ont aucune opposition de principe aux privatisations, parce qu'elle se trouve au confluent d'au moins deux questions : la nature d'un aéroport et les soupçons de cadeaux et collusion avec certains intérêts capitalistes particuliers.

La question d'ADP est instrumentalisée par des politiciens dont certains (du côté de la droite et du PS) ont voté avec allégresse les précédentes privatisations et qui y voient un moyen de Macron mettre en difficulté. D'où la procédure de référendum d'initiative partagée (RIP) qui ne pourra se concrétiser qu'avec l'accord du Conseil constitutionnel, et nécessite la collecte de plus de 4,5 millions de signatures.

L'État est résolu à privatiser

Depuis 30 ans, les privatisations se font au bénéfice de groupes capitalistes, par des procédures et des méthodes souvent peu transparentes. Périodiquement, des informations fuitent sur telle ou telle opération, montrant la collusion entre des cabinets ministériels et des intérêts privés (banques chargées de réaliser les privatisations, groupes achetant les parts du capital de ces entreprises). Pour les entreprises publiques les plus importantes, la privatisation se fait souvent par morceaux : l'État vend une partie du capital et jure que ce qu'il conserve est suffisant pour contrôler, puis vend un autre morceau, etc.

C'est ce qui a été engagé pour Aéroports de Paris, transformé en société anonyme en 2005 : l'État est resté actionnaire majoritaire à plus de 67%, puis a cédé de nouvelles participations, pour ne posséder actuellement que 50,6% du capital, le reste étant détenu par divers groupes dont Vinci (8%). Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la vente de



DR

ces 50,6%, qui représentent environ 10 milliards d'euros. Et l'État y est résolu malgré tous les enjeux que représente un aéroport : sécuritaires (des avions et des passagers), économiques (redevances des compagnies aériennes, aménagement des approches et des abords) et sociaux (pour les salariéEs). Et Vinci est naturellement sur les rangs.

Le précédent toulousain

Manque de chance pour le pouvoir, cette privatisation s'effectue dans l'ambiance créée notamment par les Gilets jaunes autour de la gestion des autoroutes, et après le fiasco de celle de l'aéroport de Toulouse, décidée en 2014 sous l'impulsion directe de Macron, alors ministre et responsable des opérations. L'investisseur (chinois, mais tous les capitalistes se valent), acquéreur des actions de l'État, s'est versé des dividendes faramineux et cherche maintenant

à aller faire du profit ailleurs et à revendre ses parts beaucoup plus cher qu'il ne les a achetées. De plus, face aux irrégularités de l'opération, le 16 avril dernier, la cour administrative d'appel de Paris a annulé la procédure de vente des actions. Le gouvernement répète en boucle que le futur acheteur des actions de ADP ne pourra pas faire ce qu'il veut, mais l'expérience de la privatisation des autoroutes montre que en réalité les sociétés privées font effectivement ce qu'elles veulent : c'est ce que dit en termes plus polis la Cour des comptes dans un document remis le 18 avril dernier (« Les pouvoirs publics sont souvent apparus en situation de faiblesse »).

Mobilisation des salariéEs ?

L'idéal serait bien sûr que travailleurEs des secteurs concernés et usagerEs se dressent en masse pour faire reculer Macron. C'est le

sens de la bataille que devraient mener les organisations syndicales. L'expérience prouve que c'est très difficile. En 1997, au moment de la privatisation de France Telecom, les syndicats et en particulier Sud avaient organisé une mobilisation multiforme : grèves et référendum des salariéEs auquel avaient pris part 64 000 agentEs, dont 80% s'étaient prononcés contre la privatisation. Tout cela avait permis d'arracher des garanties pour les personnels en place mais n'avait pas empêché la privatisation décidée par le gouvernement socialiste. D'autres engagements dans la privatisation se sont fait en connivence avec des gouvernements de gauche ou de droite et les directions syndicales : Air France avec le ministre communiste Gayssot, EDF-GDF avec la direction de la CGT Mines énergie et confédérale¹.

Pour mettre en échec Macron sur ADP, la résistance des salariéEs est un instrument essentiel mais elle se heurte notamment à la diversité des entreprises et des corporations. Une mobilisation populaire serait également nécessaire. Certaines prémisses existent : le 9 mars, environ 150 Gilets jaunes ont manifesté une heure durant dans le terminal 1 de Roissy, et le 9 avril des Gilets jaunes se sont rassemblés devant le Sénat. Tout cela est encore faible mais peut et doit grandir. Il serait en effet dangereux de s'en remettre à la seule campagne référendaire, même si elle peut avoir son utilité, à l'instar des luttes d'entreprises où on est parfois amené à articuler mobilisation des salariéEs et recours judiciaires.

Henri Wilno

1 - Adrien Thomas, *Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF*, L'Hamattan, 2006.

CONVERGENCE Gouvernement et Medef veulent tout détruire, le 27 avril, opposons-leur une riposte générale!

À quelques jours du 1^{er} Mai, journée internationale de lutte du monde du travail, l'appel à se retrouver à Paris le 27 avril, lors de l'Acte 24 de la mobilisation des Gilets jaunes, est une date importante.

L'appel à se mobiliser le 27 avril, à l'initiative d'Unions départementales et de Fédérations de la CGT, est ainsi le 1^{er} appel national lancé en commun par des organisations syndicales, des Gilets jaunes, des associations, des personnalités et des partis politiques.

Contre l'éparpillement des résistances

Cet appel exprime l'urgence pour nos luttes de réussir un véritable « TouTEs ensemble » pour remporter enfin une victoire contre Macron et son gouvernement des riches. Cet appel exprime la détermination de celles et ceux qui sont mobilisés depuis des mois, et pas seulement le samedi, mais aussi en semaine sur les ronds-points, dans les grèves, dans les occupations.

Ce gouvernement attaque sur tous les terrains, nous obligeant à riposter le dos au mur. Mais, force est de constater que si nous pouvons résister toutes et tous, par contre nous ne parvenons pas à arracher de victoire significative. À nos résistances



éparpillées, le gouvernement oppose l'offensive centralisée de la répression policière et judiciaire qui brise des vies, l'offensive centralisée des lois qu'il fait voter par sa majorité aux ordres, l'offensive idéologique qui vise à discréditer toute forme de contestation qui vienne de la jeunesse, des salariéEs, des privéEs d'emploi, des quartiers populaires ou des retraitéEs, avec ou sans gilets.

Il s'agit donc de construire une contre-offensive qui porte les exigences communes de nos luttes, à la fois en termes défensifs mais aussi offensifs. Se retrouver au même endroit au même moment pour frapper ensemble notre adversaire commun : le gouvernement du Medef.

Reprendre ce qu'ils nous volent

Au moment où les plus fortunés, les familles (Arnaud, Pinault, Bettencourt) mais aussi les entreprises, à commencer par les plus grandes (Total, Vinci, Société Générale et BNP) annoncent en parallèle des plans de licenciements et des dons par dizaines, voire centaines de millions d'euros pour reconstruire Notre-Dame, c'est un révélateur de la profondeur des inégalités sociales. C'est un révélateur du mépris complet de ceux qui accaparent le produit de notre travail et en veulent toujours plus, comme le président du Medef qui veut reporter l'âge du départ à la retraite, manière détournée de diminuer les pensions des futures retraitéEs. De l'argent, ils en ont, parce qu'ils nous volent. En réclamant

une autre répartition des richesses par des augmentations des salaires, des pensions et des minimas sociaux, par le développement des services publics d'éducation, de santé, de la dépendance, du logement et des transports dans les quartiers populaires et les territoires ruraux, nous ne réclamons que notre dû, et le droit de décider de l'usage du produit de notre travail.

C'est simple et c'est énorme. C'est une remise en cause de leur système. Et la détermination du gouvernement et du Medef à ne rien nous lâcher, nous l'éprouvons dans chacune de nos luttes. Alors pas d'hésitation, le seul langage qu'ils entendent c'est celui du rapport de forces. Nous avons besoin de réussir le 27 avril pour préparer le 1^{er} Mai et le 9 mai, renforcer les luttes entamées par les enseignantEs et les parents d'élèves contre les réformes de Blanquer et par les hospitalierEs contre la casse de l'hôpital. Le temps de préparer la suite : l'élargissement des luttes pour bloquer le pays. Rdv 13 heures à Montparnasse, à Paris!

Cathy Billard

INDONÉSIE Retour sur le duel présidentiel

Le président sortant, Joko Widodo, l'a emporté lors des élections générales du 17 avril, face à son rival Prabowo Subianto au passé militaire sulfureux. Une victoire de la démocratie ? Pas si simple...

Le résultat des élections ne sera officiellement annoncé que dans un mois. Pour la présidentielle, il semble déjà connu : Joko Widodo, dit Jokowi, aurait obtenu environ 55% des voix, contre 45% à Prabowo Subianto, qui conteste sans convaincre ces chiffres et dénonce une « fraude organisée » par le pouvoir. Cependant, le scrutin concernait aussi la Chambre des députés, le Sénat, des gouvernements provinciaux et des conseils municipaux – soit environ 20 000 mandats et 245 000 candidats. Des chiffres à la mesure de cet immense archipel asiatique de 4 800 km de long, séparant l'océan Indien du Pacifique jusqu'aux abords de l'Australie.

Pressions des intégristes islamiques

Il est donc aujourd'hui impossible de connaître la « carte électorale » du pays issue du 17 avril. À s'en tenir à la présidentielle, le profil des candidats semble incarner deux options clairement opposées. Jokowi, 57 ans, ne faisait pas partie de l'establishment traditionnel avant d'être élu une première fois en 2014 ; il s'est présenté comme un technocrate libéral et efficace, prônant la tolérance. Prabowo, 67 ans, ancien général, multimillionnaire, incarne la classe politico-militaire issue de la dictature Suharto, établie en 1965-1966 sur le plus grand massacre anticommuniste du siècle passé (dictature renversée en 1998) ; il a dirigé des unités militaires qui ont commis de nombreux crimes et a le soutien des milieux islamoc-conservateurs les plus intolérants. Il est, indubitablement, un salopard.



Joko Widodo. DR

Cependant, dans la quête des votes populaires, Prabowo a passé des accords avec certains syndicats sur un programme « social », et a cherché à séduire la paysannerie dont une partie a vu son revenu rogné par l'inflation. Quant à Jokowi, lors de son premier mandat, il s'est attaché l'ancien chef des services secrets indonésiens, ainsi que le général Wiranto, placé en 2016 à la tête du ministère contrôlant les services de sécurité... alors qu'il avait été inculpé de crimes contre l'humanité par un tribunal parrainé par l'ONU ! Par ailleurs, Jokowi a choisi pour vice-président, cette fois-ci, un ouléma (théologien) très conservateur, Ma'ruf Amin (76 ans) qui fut l'un des responsables d'une violente campagne de masse, sectaire et raciste, accusant de blasphème Ahok, l'ancien gouverneur de la capitale Djakarta, un chinois chrétien. Il est possible que Joko Widodo ait une fois encore obtenu un appui électoral

des classes populaires, des musulmans non conservateurs et des minorités. Néanmoins, dans les faits, les libertés ne cessent de se restreindre en Indonésie sous la pression, notamment, des courants islamistes rigoristes.

Accents nationalistes

L'Indonésie est le plus grand pays musulman au monde, et la grande majorité des musulmans vivent en Asie. Cependant, les centres d'autorité politico-théologiques se trouvent au Moyen-Orient. Avec l'aide décisive des pétrodollars, ils cherchent à imposer aux cultures locales leur version de l'orthodoxie, comme le wahhabisme d'Arabie saoudite. L'islam indonésien traditionnel est syncrétique, incorporant des croyances locales, tolérant sur le plan religieux (pas nécessairement sur le plan politique !). Les mouvements islamistes mènent pour leur part une offensive constante contre les religions minoritaires, les homosexuelEs,

les femmes, la liberté d'expression et de comportement. La situation varie suivant les lieux, mais, de façon croissante, les pouvoirs administratifs cèdent aux exigences de mouvements intolérants qui veulent faire disparaître de l'espace public tout ce qui n'est pas « musulman » (dans leur définition sectaire du terme).

Jokowi s'est révélé incapable de contrer la montée en puissance de la dictature quotidienne exercée par les mouvements religieux sectaires. Sur le plan économique, il s'est donné pour priorité le développement des infrastructures dans ce gigantesque archipel – mais au profit de qui ? Est-ce vraiment les populations locales qui en bénéficient avant tout, ou les grandes entreprises qui accèdent plus aisément aux marchés et aux ressources ?

Jokowi et Prabowo sont d'accord pour ouvrir massivement le pays aux plantations de palmiers à huile au détriment des populations rurales et au prix d'une déforestation rapide. Le coût social, environnemental et sanitaire de cette culture industrielle est bien connu, au point que le sujet est devenu un sujet de polémique entre Djakarta et l'Union européenne : la campagne électorale a été menée sous des accents nationalistes contre l'ingérence étrangère. Après la Malaisie, l'expansion mondiale du palmier à huile passe par l'Indonésie (et certaines régions en Afrique). La victoire de Prabowo à la présidentielle aurait été une très mauvaise nouvelle – mais celle de Jokowi n'est pas bonne pour autant.

Pierre Rousset



Le monde en bref

Israël. « Un État d'apartheid », pour l'ancien ambassadeur de France aux États-Unis.

Le 20 avril, Gérard Araud quittait ses fonctions d'ambassadeur de France aux États-Unis, poste qu'il occupait depuis juillet 2014. Ce diplomate de carrière, désormais libéré des euphémismes propres à sa profession, vient de donner une série d'interviews à la presse US, dont une au journal *The Atlantic*, dans laquelle il n'a pas mâché ses mots à propos d'Israël : « *Le problème est qu'entre les deux parties la disproportion des forces est telle que le plus fort peut en conclure qu'il n'a aucun intérêt à faire de concessions. On doit dire aussi que le statut quo est très confortable pour Israël: ils peuvent avoir le beurre et l'argent du beurre. Ils ont la Cisjordanie, mais dans le même temps ils n'ont pas à prendre de décisions douloureuses en faveur des Palestiniens, soit les priver totalement, et pour de bon, d'un État, soit les intégrer comme des citoyens en Israël. Ils ne les feront pas citoyens d'Israël. Ils devront donc officialiser ce qui est, nous le savons, la véritable situation, qui est une apartheid. Il y aura officiellement un État d'apartheid. Ce qui est, de facto, déjà le cas.* » On ne peut guère soupçonner le diplomate de radicalité, et c'est davantage de lucidité dont il fait preuve ici. L'apartheid n'est pas un copier-coller de la situation de l'Afrique du Sud des années 1948-1991, mais une notion juridique, définie en droit international. Et l'une de ses principales caractéristiques est la dimension institutionnalisée des discriminations, autrement dit le caractère légalisé du traitement différencié de populations ou de groupes de population en fonction de caractéristiques nationales, ethniques et/ou religieuses. Au regard de la situation sur le terrain et de la politique réellement menée par Israël, nous ne pouvons qu'être, une fois n'est pas coutume, d'accord avec « Monsieur l'Ambassadeur ».

Égypte. Un « référendum » pour consolider les pouvoirs de l'autocrate Sissi.

Du 20 au 22 avril, les électeurs égyptiens étaient appelés aux urnes pour se prononcer, lors d'un référendum, sur des amendements constitutionnels visant à consolider les pouvoirs du Maréchal Sissi, officiellement « président » depuis 2014. Il s'agit notamment de faire passer la durée de son second mandat de 4 à 6 ans (donc jusqu'en 2024), et de lui permettre de se présenter une troisième fois, ce qui lui était jusqu'alors interdit. Il pourrait ainsi tranquillement gouverner jusqu'en 2030, avec en plus un accroissement de contrôle sur le système judiciaire, ainsi qu'un renforcement des prérogatives de l'armée. À l'heure où ces lignes sont écrites, les résultats officiels ne sont pas connus, mais il ne fait guère de doute que celui qui a emporté le scrutin de 2014 avec 96,9% des voix, puis réélu en 2018 à 97,08%, pourra crier victoire. D'autant plus que, comme les militantEs et observateurEs présents sur place l'ont rapporté dans diverses articles et témoignages, le clientélisme a une fois de plus joué à plein, avec distribution, par le pouvoir et ses alliés du secteur privé, de bons de charité ou de sacs de denrées alimentaires pour les électeurEs. Le tout dans un contexte global de matraquage idéologique et de répression contre toute forme d'opposition, avec une campagne médiatico-policière présentant toute critique du régime comme nécessairement issue d'« ennemis de l'Égypte ». Une démonstration de force du régime Sissi, toujours soutenu et armé par ses alliés occidentaux, notamment la France, mais qui ne modifiera pas une situation économique et sociale catastrophique source d'instabilité et de fragilité pour le régime. Comme l'ont affirmé, avec un optimisme inversement proportionnel aux difficultés politiques, certains opposants égyptiens sur les réseaux sociaux : « *Regardez l'Algérie et le Soudan, et ne perdez pas espoir.* »



DR

POLOGNE Grève massive des enseignantEs

Une grève enseignante d'une intensité jamais vue depuis 1993 a gagné la Pologne depuis le lundi 8 avril, et continue à l'heure où nous écrivons.

Environ 85% des écoles participent au mouvement, et plus de 500 000 enseignantEs du primaire et du secondaire sont grévistes. Les enseignantEs réclament une augmentation de salaire de 30%, hausse qui, même si elles et ils l'obtenaient, ne les mettraient même pas au niveau du salaire moyen polonais.

Des salaires dérisoires

La Pologne fait partie des pays de l'OCDE dans lesquels les salaires des enseignantEs sont les plus faibles. À peine plus que le salaire minimum de 375 euros pour unE débutantE, et entre 400 euros et 700 euros pour les autres, alors que de nombreuses professions comme les employéEs de bureau ou les caissierEs de supermarché touchent plus, autour de 800 euros. La colère a pris de l'ampleur lorsque le gouvernement a présenté un vaste paquet de cadeaux en mars, devant coûter plus de 9 milliards d'euros. Le gouvernement soigne son électorat avec une prime aux retraitéEs, des retraites pour les mères au foyer et une prime pour chaque enfant, dans la droite ligne du programme nataliste du



« Nous soutenons les enseignants ! » DR

gouvernement nationaliste polonais. Il avait instauré le programme « 500+ », promesse de campagne d'une prime pour chaque enfant, qui s'était transformée en prime de 500 zlotys (125 euros) à partir du deuxième enfant. Il y avait même dans le paquet cadeau une prime de 115 euros par vache et par cochon. Ce qui a fait dire à une enseignante : « *il y a de l'argent pour les animaux, et pas pour nous !* » Mais rien sur la condition des enseignantEs qui réclament des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail depuis des années. Une enseignante témoigne dans le journal *le Courrier d'Europe centrale* :

« *La vérité, c'est que pour partir en vacances, je dois prendre un job d'assistante en colonie de vacances pour pouvoir y emmener ma fille gratuitement. Je travaille donc bénévolement pour que ma fille parte en vacances. Mais ce ne sont pas des vacances pour moi !* »

Outre le salaire de misère, les enseignantEs polonais (qui sont à 21 heures par semaine) ont de nombreuses contraintes qui nous sont inconnues en France. Ils font par exemple tout le travail administratif sur leur temps de congé. Et lorsqu'un élève est absent pour une longue durée, chaque professeur doit se rendre chez lui pour

lui donner des cours particuliers une fois par semaine sans réelle compensation salariale...

Soutien de la population

Le gouvernement ultraconservateur du parti Droit et Justice (PiS), a proposé 15% de hausse, ce que les grévistes ont refusé. Le gouvernement fait appel à des briseurs de grève en soutane, puisque des professeurs de religion payés par l'État, mais à qui l'Église interdit de faire grève, remplacent les grévistes pour surveiller les examens. Et le ministère a interdit aux mairies de compenser les retenues salariales. La grève est bien vue par la population, malgré le matraquage du gouvernement, car les parents connaissent l'état pitoyable de l'éducation. Plus de deux millions de zlotys (près de 500 000 euros) ont été collectés en peu de temps par un comité de soutien aux enseignantEs polonais en grève. Cette somme va continuer d'être abondée puis sera versée sur un « fonds de grève » constitué par le Syndicat des enseignantEs (ZNP) pour les personnels non syndiqués. Le comité de soutien aux enseignantEs en grève organise également de nombreuses manifestations de solidarité sous le slogan #WspieramyNauczycieli (« Nous soutenons les enseignants ») dans plusieurs villes du pays.

Régine Vinon



LE GRAND BLABLA EST FINI

LA LUTTE
CONTINUE!

LA FIN DU GRAND BLABLA ET LES PROJETS DE MACRON

Après le report de son discours prévu le soir de l'incendie de Notre-Dame, Macron s'apprête, à l'heure où ces lignes sont écrites, à présenter des « mesures » pour répondre à la crise provoquée par le mouvement des Gilets jaunes. Un certain nombre de pistes, qui représentent autant de ballons d'essai, ont été évoquées, et le moins que l'on puisse dire est qu'elles indiquent que Macron et son gouvernement n'entendent en rien inverser la logique globale de leur politique...

« Fausse impatience »

« Ne nous laissons pas prendre au piège de la hâte. J'entends comme vous, je sais toutes les pressions, je sais en quelque sorte l'espèce de fausse impatience, qui voudrait qu'il faut réagir à chaque instant, pouvoir dire les annonces qui étaient prévues à telle date comme si être à la tête d'un pays n'était qu'administrer des choses et pas être conscient de notre histoire, du temps, des femmes et des hommes. » Ainsi s'exprimait Emmanuel Macron, le 16 avril au soir, démontrant une fois de plus son mépris pour les revendications portées, entre autres, par le mouvement des Gilets jaunes, s'attirant les foudres légitimes de ces derniers. Après plus de 5 mois de mobilisation, oserait-on les accuser de faire preuve de

trop de « hâte » ? Des centaines de milliers de personnes qui ont posé, au cours des derniers mois, la question de l'urgence sociale, de l'impossibilité de vivre dignement, des fins de mois plus que difficiles, et tout ceci ne serait que « fausse impatience » ? On croit rêver...

Rien de nouveau sous le soleil

Voilà qui n'augure rien de bon pour la suite, *a fortiori* lorsque l'on regarde de plus près les pistes envisagées par Macron, davantage dans leur philosophie générale que dans le détail : des mesures pour les « petites retraites », qui ne changeront pas fondamentalement la vie des retraités les plus modestes ; des mesures fiscales cosmétiques, sans rétablissement de l'ISF et sans suppression des taxes injustes, dans une logique générale annoncée de « baisse des impôts »... et donc de réduction des recettes de l'État, justifiant toujours plus de coupes dans les services publics ; un « moratoire » sur les fermetures d'écoles et d'hôpitaux, alors que ce sont des dizaines, voire des centaines de milliers d'emplois qui devraient être créés, qu'il faudrait rouvrir tous les services et toutes les classes fermées au cours des dernières années, et un véritable plan de développement des services publics ; et l'on évoque désormais un allongement de la durée du temps de travail, avec les hypothèses d'un jour férié

supprimé, d'une nouvelle attaque contre les 35 heures ou de l'allongement de la durée de cotisation, comme le souhaite Nathalie Loiseau : « À l'évidence, il faudra qu'on travaille davantage pour pouvoir mieux soutenir nos aînés. »

Lutter pour un programme d'urgence

Comme le NPA a déjà eu l'occasion de le dire, c'est exactement l'inverse de ce que proposent Macron et les siens qu'il faut imposer ! Et c'est pourquoi nous défendons un plan d'urgence : pour une augmentation des salaires et pensions de 300 euros, pour l'interdiction des licenciements, pour une révolution fiscale... Posant la question d'une autre répartition des richesses, un tel plan combine l'ensemble de nos réponses répondant aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, entrant en particulier en résonance avec les questions liées au mode de vie et aux aspirations démocratiques posées par le mouvement des Gilets jaunes : vie chère, transports, éloignement des lieux de travail et lieux de vie, rejet du « système », de ses institutions et des forces politiques ou syndicales qui y sont liées, crise de la représentation politique, interrogations sur des formes de structurations démocratiques, etc. Autant le dire : le Grand blabla est fini, et la lutte continue !

RETRAITES : DE MESURETTE EN MESURETTE...

Dans son premier train de mesures du 10 décembre, censées « répondre » aux revendications des Gilets Jaunes, Macron avait abrogé la hausse de 1,7% de la CSG pour les retraités inférieurs à 2000 euros (à condition que le conjoint n'ait pas une pension un peu supérieure!). Il a dû se rendre à l'évidence : loin de satisfaire les retraités, cette mesure a été vécue par eux comme une aumône et une injustice. Leur présence maintenue, malgré la répression, dans les manifestations du samedi et le succès de la mobilisation intersyndicale des retraités du 11 avril en ont témoigné. Dans le catalogue des annonces dévoilées le 16 avril par la presse, Macron ajoute une nouvelle mesure en faveur des « petites retraites » : le retour à l'indexation sur la hausse des prix des retraites inférieures à 2000 euros au 1^{er} janvier 2020. Une « réponse » qui ne répond pas davantage que la précédente aux exigences de l'ensemble des retraités qui, depuis le début du quinquennat, ont vu fondre leur pouvoir d'achat.

Baisse brutale du niveau de vie des retraités

Le report de la revalorisation des pensions d'octobre 2017 à janvier 2018 a été suivi d'une hausse de la CSG de 1,7% au 1^{er} janvier 2018, sans aucune compensation. Macron et son gouvernement assumant ouvertement qu'il fallait exiger un « effort » des « inactifs », pour favoriser la « valeur travail » ont ensuite imposé la désindexation



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

des pensions en 2019 et 2020. Celle-ci ne devaient augmenter que de 0,3%, pour une inflation se situant entre 1,3% et 1,6%. Ces attaques se sont ajoutées au blocage des pensions du quinquennat Hollande. Dans le même temps, les dépenses incompressibles comme celles des frais de santé (hausse des tarifs des mutuelles...) n'ont cessé de s'accroître pour les retraités, sans oublier les tarifs des EHPAD, pour celles et ceux qui deviennent dépendants.

Le retour à l'indexation des pensions sur les prix et l'abrogation de la hausse de la CSG pour toutes et tous seraient une avancée, mais ne marqueraient qu'un timide coup de frein à la baisse brutale du niveau de vie des retraités.

Macron garde le cap... fixé par le Medef

Jusqu'aux réformes des retraites engagées pour le privé en 1993 puis étendues à la fonction publique en 2003 et aux régimes spéciaux en 2008, les retraites n'étaient pas indexées sur la hausse des prix, mais sur celle des salaires. L'indexation

sur les prix fut un recul social qui a entraîné en 20 ans le décrochage des pensions de plus de 20% par rapport aux salaires. Ce n'était pas assez pour Hollande puis Macron : ils ont imposé le blocage, puis la baisse des pensions.

Les mesures annoncées aujourd'hui pour les « petites retraites » s'inscrivent parfaitement dans la perspective de la réforme en préparation. Pour Macron et les siens, il faut en finir avec un système financé par des cotisations sociales, qui garantit à toutes les vies le niveau de vie des meilleures années d'activité, et permettent à chacun de vivre dignement la dernière partie de son existence. Ils veulent non seulement retarder l'âge du départ en retraite mais transformer les retraites publiques en un filet de sécurité minimum, financé principalement par les impôts, laissant la « liberté » à celles et ceux qui en auront les moyens de « compléter » leur retraites par la capitalisation (fonds de pensions, actions...). Là comme ailleurs, Macron n'infléchit pas sa politique : il garde le cap fixé par le Medef !

MACRON S'ENGAGE!



CHARMAG

«AUCUNE FERMETURE D'ÉCOLES OU D'HÔPITAUX JUSQU'EN 2022?»

Dans son projet d'allocation, non prononcée, Macron affirmait renoncer à toute fermeture d'écoles ou d'hôpitaux, jusqu'en 2022 «sauf demande des maires». Apporterait-il enfin une réponse positive à l'une des revendications principales des Gilets jaunes, le maintien sur tout le territoire de services publics de proximité, de qualité, pour assurer à tous la satisfaction des besoins fondamentaux que sont la santé et l'éducation? Aurait-il, au moins partiellement entendu enseignantEs, parents d'élèves, personnels hospitaliers, patientEs, qui se mobilisent contre les fermetures de classes, de maternités, ou de services d'urgences?

Écran de fumée

Sous réserve des précisions qui pourront être apportées cette semaine, lors de la conférence de presse présidentielle, les annonces de Macron, loin de marquer un «tournant», ne sont qu'un écran de fumée, destiné à couvrir la poursuite de sa politique antérieure. Elles n'entrent nullement en contradiction avec les lois Buzyn et Blanquer, actuellement en débat au Parlement, qui accélèrent les restructurations d'écoles et d'établissements hospitaliers. Ne pas fermer d'écoles, dont acte, mais il n'est pas question d'en finir avec les fermetures de classes qui continuent à un rythme accéléré. Une école peut rester ouverte, mais ses classes peuvent être



regroupées ou «mutualisées» dans le seul but de les remplir au maximum. La réforme Blanquer qui prévoit la création «d'établissements publics des savoirs fondamentaux» regroupant écoles primaires et collèges s'inscrit dans cette dynamique.

Logique de «rentabilisation»

De même, l'engagement de «ne pas fermer d'hôpitaux» ne s'oppose en rien au projet de loi de santé d'Agnès Buzyn voté par l'Assemblée nationale et prochainement débattu au Sénat. La ministre l'a répété à maintes reprises: elle ne fermera pas d'hôpitaux de proximité, elle va même en «labéliser» 500 à 600! Les «hôpitaux de proximité» vont continuer à exister, mais ils seront privés, sauf dérogation exceptionnelle des Agences régionales de santé (ARS), des services les plus indispensables aux besoins de la population:

chirurgie, urgences, maternité. «L'hôpital de proximité» façon Macron-Buzyn ne sera en réalité qu'un EHPAD, auquel seront adjoints, le cas échéant, une consultation ou quelques lits de médecine et de la radiologie. Les regroupements d'hôpitaux au sein de groupements hospitaliers de territoire, dans le seul but de «rentabilisation» et d'économies vont s'accélérer. Pour Macron, comme pour son gouvernement, il n'est pas une seconde question de remettre en cause la politique d'austérité, et de «baisse de la dépense publique» exigée par le Medef. Aussi est-il urgent de mettre en lumière et de dénoncer les manipulations cherchant à donner une allure présentable à ces politiques inhumaines et destructrices, et d'organiser la mobilisation des salariéEs et des usagerEs pour le retrait des projet de loi Blanquer et Buzyn.

LEUR DÉMOCRATIE ET LA NÔTRE

Prétendant répondre aux aspirations démocratiques formulées par le mouvement des Gilets jaunes, Macron a évoqué à plusieurs reprises l'hypothèse du développement des Référendums d'initiative partagée (RIP) et de la tenue de Référendums d'initiative citoyenne (RIC), ainsi que de l'introduction d'une dose de proportionnelle. Si une représentation politique plus fidèle à la réalité sociale ne remet pas en cause l'exploitation capitaliste et la nature de classe de l'État, structuré pour maintenir cette exploitation, le combat du mouvement ouvrier a toujours été à juste titre de se battre pour imposer des droits démocratiques pour les exploitésEs et les opprimésEs. Mais au-delà, le système politique dans lequel nous vivons n'a rien de démocratique. Les partis politiques sont quasi interchangeables, les politiciens n'aspirent qu'aux postes de gestion des affaires de la grande bourgeoisie. Le président est élu tous les cinq ans et, une fois élu, est irresponsable et peut ne pas tenir ses promesses électorales, ou prendre des mesures dont il n'avait jamais parlé lors de ses campagnes. Les députés sortent des grandes écoles de l'administration, ou ils sont avocats, ou médecins, quand ils ne sont pas directement des hommes d'affaires... Ils ne nous représentent pas!

Des exigences démocratiques élémentaires

Il s'agit de défendre des exigences démocratiques élémentaires:

- Suppression de la présidence de la République et de ses pouvoirs exorbitants.

- Suppression du Sénat, une assemblée de notables élus par les notables.
- Proportionnelle intégrale à toutes les élections.
- Interdiction du cumul des mandats et de plus de deux mandats consécutifs dans la même fonction.
- Indemnité correspondant au salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé (actuellement 2300 euros brut par mois).
- Droit de vote à toutes les élections pour les résidentEs étrangerEs. Pour mettre en œuvre tout cela, une exigence démocratique élémentaire est de mettre à bas la Constitution de la 5^e République, imposée sans le moindre débat après le coup d'État de De Gaulle en 1958.

La démocratie ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise

Des exigences démocratiques élémentaires qui imposent aussi de s'attaquer aux lieux réels de pouvoir: les banques, les grands groupes capitalistes, dont les dirigeants ne sont désignés que par leurs plus gros actionnaires, détiennent un pouvoir bien plus réel que les assemblées élues. De même, la démocratie s'arrête à la porte des entreprises: les salariéEs perdent tout droit réel et y sont soumis à l'autorité et à l'arbitraire patronal. Les capitalistes s'arrogent le droit de licencier, de fermer des unités de production, de bloquer les salaires, de développer des productions polluantes, sans en rendre compte à quiconque: face à cela, nous devons remettre en cause le pouvoir patronal, à commencer par la propriété privée des moyens de production qui enlève

à la population la maîtrise des richesses produites et des choix de production.

Prendre nos affaires en mains

Nous devons prendre nous-mêmes les droits démocratiques dont on nous prive, nous les travailleurEs, les chômeurEs, les retraitéEs ou les jeunes des quartiers populaires. Nous en avons les moyens, nous qui produisons toutes les richesses, nous sans qui rien ne peut fonctionner dans la société. Cela commence à l'usine et au bureau, où les salariéEs doivent avoir le droit de faire de la politique, de diffuser des tracts ou journaux politiques, de se réunir pour débattre. Le patron, lui, fait bien de la politique tous les jours: lobbying auprès des ministres ou des élus locaux pour obtenir subventions ou marchés publics, exiger des dérogations au travail du dimanche ou l'adaptation des lois à ses besoins. Nous devons briser le secret industriel et bancaire derrière lesquels se cachent les patrons de nos entreprises pour masquer les mauvais coups qu'ils nous préparent. Ouvrir les comptes des entreprises, rendre publics leurs projets, en finir avec le secret bancaire, c'est à la portée du monde du travail, de celles et ceux, secrétaires, employéEs de banque... entre les mains desquels passent tous leurs comptes. La démocratie ce n'est pas choisir tous les cinq ans des «représentantEs», c'est au jour le jour être maître des décisions vitales pour sa vie quotidienne dans l'entreprise, la ville, le quartier... sans déléguer ce pouvoir à de prétendus expertEs ou spécialistes.

FISCALITÉ: C'EST TOUTE UNE LOGIQUE QU'IL FAUT RENVERSER!

Le poids des taxes indirectes dans la fiscalité n'a cessé d'augmenter au détriment de l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, le montant des recettes de TVA est plus de deux fois supérieur au montant de l'impôt sur le revenu! À la TVA s'ajoutent des taxes encore plus régressives, comme les taxes sur l'alcool, le tabac, et la TICPE (taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques, ex TIPP). Au total, environ 20% du revenu des plus pauvres est aspiré par ces taxes indirectes sur la consommation, contre moins de 10% du revenu des plus riches. Un véritable racket fiscal! La baisse ciblée de la TVA sur la restauration en 2009 a accentué les inégalités, puisqu'elle a bénéficié avant tout aux plus riches qui consacrent une plus grande partie de leur revenu aux sorties au restaurant. En 2018, Macron a aggravé le tableau en mettant en place un «choc fiscal»... des plus pauvres vers les plus riches. Il a supprimé l'ISF et mis en place une «flat tax» de 30% sur les revenus du capital, ce qui permet aux plus riches de se faire taxer leurs dividendes à 30% au lieu de 45% (taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu). L'OFCE estime le gain de ces deux mesures pour les plus riches à 4,5 milliards...

Annuler les taxes sur les carburants

Il faut d'abord annuler les taxes sur les carburants: pour celles et ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses, aller voir un médecin... leur hausse est catastrophique, surtout pour les plus modestes, alors que la moyenne cache en grande partie son effet. Jusqu'à 61% du budget des bas revenus est absorbé en dépenses «pré-engagées» (frais de logement, assurances, cantines, forfaits téléphoniques et audiovisuels). Ce qui reste pour vivre est donc réduit; d'où l'effet décuplé des augmentations qui gênent beaucoup moins les hauts revenus. La hausse de ces taxes est supposée être positive pour l'écologie: il s'agit de réduire la consommation de produits pétroliers. En fait, lorsqu'on est obligé d'utiliser sa voiture, on n'a pas le choix: ce sont les autres dépenses qui sont réduites. Pour fournir des alternatives à la voiture, il faut faire le contraire de ce que fait Macron: arrêter toute fermeture de lignes de train, augmenter les transports en commun et lancer un grand plan de réhabilitation des logements. Et fournir une médecine de proximité: arrêter des fermetures d'hôpitaux et de maternité, lutte contre les déserts médicaux. Au-delà des taxes sur les carburants, pour une véritable justice fiscale, il faut supprimer l'ensemble des taxes sur la

consommation (sauf celles ciblées sur les biens de luxe)...

Rétablir et étendre l'ISF

Il n'y aurait pas d'argent pour tout ça. Eh bien, commençons par rétablir l'ISF: avec sa suppression, les super-riches ont gagné près de 4 milliards d'euros. On pourrait d'ailleurs même renforcer l'ISF, car trop de richesses y échappaient ou étaient imposées à un taux trop faible. On pourrait ainsi faire passer son produit de 5 milliards (avant la réforme Macron) à 10 milliards. Supprimer le CICE Cette année, le coût du CICE mis en place par Hollande est passé de près de 20 milliards à 40 milliards, car il est transformé en baisse des cotisations employeurs. L'argent coule donc à flots de ce côté, alors que le CICE, d'après les rapports officiels, n'a créé que de 100 000 à 200 000 emplois maximum (contre le million promis), et ceci alors que les entreprises perçoivent le CICE depuis plusieurs années. Cela fait cher de l'emploi! Un emploi rémunéré 1700 euros net «coûte» 2920 euros environ, toutes cotisations et charges comprises (sans tenir compte des aides à l'employeur), soit 35 000 euros par an: les 40 milliards du CICE, c'est donc 1,140 million d'emplois à 1700 euros net! Il faut supprimer le CICE et consacrer l'argent à des emplois utiles à l'école, dans la santé, pour les personnes âgées.

CONFÉRENCE SOCIALE: LE RETOUR?

Si l'incendie de Notre-Dame a donné à Macron un temps supplémentaire pour initier un prétendu acte II du quinquennat, il n'a résolu aucun des problèmes auxquels il est confronté. Sur le fond, la politique gouvernementale continue de faire l'unanimité contre elle et a même réussi, comme le démontre depuis des mois l'irruption des Gilets jaunes, à élargir la base sociale des mécontents. Sur la forme, le mépris et l'arrogance se sont ajoutées à la volonté de s'adresser «directement aux Français», sans intermédiaires.

Une opération à rejeter sans états d'âme

Pour toutes ces raisons, la volonté de construire une nouvelle version de l'unité nationale appuyée sur la désolation née de l'incendie de la cathédrale pourrait s'avérer compliquée en l'absence de relais institutionnels, de corps intermédiaires de bonne volonté... D'où l'idée d'une conférence sociale réunissant les partenaires sociaux et la société civile. Une idée qui pourtant avait été brutalement repoussée par Édouard Philippe quand Laurent Berger en avait fait la proposition en novembre au début de la séquence Gilets jaunes. Avec des thématiques censées donner

des réponses aux Gilets jaunes et aux préoccupations arrachées au travers du grand débat. Les thèmes envisagés, la transition écologique, les mobilités et «la nécessité de travailler davantage» s'inscrivent dans la logique des propositions faites il y a quelques semaines par le duo Berger-Hulot. Une conférence du «pouvoir-vivre», selon l'expression de l'exécutif. Du côté de la CFDT et, on peut le penser, de la CFE-CGC, de la CFTC et de l'UNSA, cette perspective correspond à leur volonté d'être (ré) intégrés dans le jeu institutionnel. Du côté de FO, malgré le retrait, peu significatif à quelques jours

de la fin, de la concertation sur les retraites, il reste une volonté d'affichage de distance à la politique qui pourrait bien reprendre de la vigueur pour assurer la position du nouveau secrétaire général issu de la débâcle qui a emporté son prédécesseur. Du côté de la CGT, la proximité du 52^e congrès confédéral et l'expression publique d'une contestation de l'orientation de la direction pourrait conduire celle-ci à garder ses distances vis-à-vis des tentatives gouvernementales. En tout cas une opération à rejeter sans états d'âme, et à combattre par le développement des mobilisations.



ÉDUCATION NATIONALE Répression contre des enseignantEs mobilisés dans le Gard



Depuis fin janvier, les enseignantEs du Gard se mobilisent contre les réformes de l'éducation nationale du ministre Blanquer. Et font face à des tentatives d'intimidation de la part de la hiérarchie...

En mars, une AG des personnelEs proposée par les syndicats a réuni une centaine de collègues en colère. Cette AG a permis la mise en place d'un collectif inter-établissements qui se réunit en coordination chaque semaine depuis ce jour. De nombreuses actions ont pu voir le jour : réunion d'info aux parents, café devant les écoles, boycott du bac blanc mais aussi du brevet blanc, tournées des établissements, écoles mortes...

Convocation pour cinq collègues

Dans le cadre de la mobilisation contre les réformes Blanquer, les enseignantEs du lycée Philippe-Lamour avaient annulé le bac blanc qui devait se tenir du 18 au 22 février 2019. Deux inspecteurs généraux se sont rendus dans l'établissement entre le 12 et le 15 mars, pour mettre à jour la chaîne de responsabilités ayant conduit à un tel événement. Cela a été considéré par les professeurEs comme une tentative d'intimidation de la part du ministère de l'Éducation nationale.

A fortiori dans la mesure où cinq collègues de ce lycée ont à nouveau été convoqués individuellement mercredi 17 avril à la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN), où ils se sont adressés aux inspecteurs généraux par visio-conférence pour être encore entendus au sujet de ladite annulation du bac blanc.

Un rassemblement s'est déroulé toute la journée afin de soutenir les collègues et maintenir la pression auprès de l'administration.

La grève du 9 mai devrait être un tournant dans la mobilisation, contre les réformes et contre les intimidations : le collectif, soutenu par les syndicats, pousse à la grève reconductible afin de mettre fin à ces réformes qui ont pour objectif la destruction du service public.

Correspondante

SANTÉ Pour une pédopsychiatrie humaine, respectueuse des enfants, des familles et des soignantEs

Depuis 2016 les soignantEs de pédopsychiatrie du 19^e arrondissement de Paris luttent dans le cadre d'un collectif en lien avec d'autres collectifs du secteur social et médico-social. Dans un appel au soutien distribué lors de leur mobilisation du 17 avril, ils et elles expliquent les raisons de leur lutte (extraits de l'appel en encadré).

Ils et elles s'opposent à la politique des gouvernements successifs en exigeant par exemple d'en finir avec les recommandations de « bonnes pratiques » qui camouflent le désinvestissement de l'État dont l'objectif est d'en finir avec la gratuité des soins pour les enfants au profit des start-up en santé mentale. Ils et elles veulent avoir du temps disponible pour recevoir les enfants, les parents, établir des liens avec les enseignantEs, l'aide sociale à l'enfance, les institutions médico-sociales, les associations de quartier. Ils et elles veulent soutenir les enfants dans leurs potentialités, et élaborer collectivement des soins adaptés à chacun d'entre elles et eux.

Comme la quasi-totalité des services de psychiatrie et de pédopsychiatrie, ils et elles sont soumis à l'équivalent de la tarification à l'activité (T2A), intitulée la « Valorisation de l'acte en psychiatrie » (sic !), et à des recommandations de « bonnes pratiques » comme s'ils exerçaient dans des entreprises capitalistes. Ils et elles doivent recevoir leurs jeunes patientEs moins longtemps, des centaines d'enfants attendent une première consultation de six mois à un an. Ils sont aussi soumis à des outils de contrôle gestionnaire. Il y a donc de moins en moins de place faite à la confiance et à l'intelligence collective. Cette rationalisation du travail est incompatible avec le cœur de leur activité et a pour conséquence une grande souffrance éthique.

S'opposer à la désagrégation généralisée de la pédopsychiatrie

Les soignantEs du 19^e arrondissement de Paris expliquent que le projet gouvernemental

Extraits de l'appel du Collectif pédopsychiatrie du 19^e en lutte

La mise en place des Groupements hospitaliers universitaires, énorme fusion qui vise à réduire les coûts, apporte un lot de mesures incompatibles avec le cœur de notre activité :

Nous subissons le passage en force d'une Organisation du temps de travail (OTT) imposée par la direction du nouveau GHU Psychiatrie-Neurosciences. De nombreuses protestations se sont fait entendre, une grève a eu lieu, mais la direction a gardé le même cap, à l'instar de nos gouvernants autoritaires. Cette OTT inadaptée nous pousse à recevoir les enfants moins longtemps et moins souvent sous le prétexte fallacieux de pouvoir recevoir plus de familles et ainsi de tenir la cadence des demandes.

Mais nous n'y arrivons plus depuis longtemps déjà ! Sur notre secteur, il y a aujourd'hui des centaines d'enfants qui attendent une première consultation depuis plus de six mois à un an. Nous sommes en flux tendu permanent et nous perdons des jours de congés. L'épuisement général se fait sentir. De plus en plus de soignants partent en arrêt maladie ou bien quittent tout simplement le service public. La qualité des soins s'en trouve gravement atteinte. Alors que dans le même temps, le 19^e arrondissement a vu sa population augmenter de 10 000 habitants en 10 ans et 20 000 en 20 ans, sans augmentation des effectifs soignants.

Nous réclamons au moins le double de nos effectifs actuels pour mener à bien notre mission de service public. Et nous réclamons la liberté de choix des équipes dans leur Organisation du temps de travail.

Nous subissons également une baisse de moyens en matière de formation. Nous avons perdu l'équivalent de 11 000 euros de budget formation en 2016 soit 50% de notre budget initial. C'est pourtant le poumon de nos métiers qui alimente notre pratique clinique au quotidien auprès des enfants. Elle nous permet d'enrichir nos pratiques, de les questionner, bref de remettre de la pensée là où parfois elle s'épuise...

Version intégrale sur <http://sante-secu-social.npa2009.org/?Appel-du-Collectif-Pedopsychiatrie-du-19eme-en-Lutte-Venez-nous-soutenir-le-17>



et technocratique vise à ce que des soins réduits soient assurés par le secteur associatif et libéral, « une pédopsy guichet » ou « low-cost » qui n'accompagne plus, ni ne soigne les enfants et leurs familles, même les plus démunies,

au quotidien et sur le long terme, et qui ne travaille plus avec l'école, la PMI, l'aide sociale à l'enfance... qui souffrent des mêmes attaques et coupes budgétaires. Ils et elles expliquent qu'« il est impératif de construire un front large déjà

amorcé par de nombreux mouvements, notamment les Gilets jaunes, pour nous rendre visible et rendre visibles les populations les plus précaires avec qui ils travaillent ! » Ils et elles citent en conclusion de leur appel le psychiatre Lucien Bonnafé : « On juge du degré de civilisation d'une société à la façon dont elle traite ses fous », en ajoutant que « si la psychiatrie est la loupe grossissante de notre société, alors n'attendons plus pour élargir et structurer nos luttes. » Ils et elles discuteront des suites de leur mouvement en assemblée générale le 7 mai. Le NPA partage leurs analyses et appelle au soutien le plus large de leur mobilisation. S. Bernard

ANTIRACISME Le 1^{er} mai, à la mémoire de Brahim Bouarram

Comme chaque année, le NPA sera présent, le 1^{er} mai, au rassemblement organisé à Paris pour se souvenir de Brahim Bouarram, victime d'un meurtre raciste le 1^{er} mai 1995.

« Le 1^{er} mai 1995, Brahim Bouarram, 29 ans, profitait d'une journée ensoleillée sous le pont du Carrousel. Il ne savait pas qu'on allait le précipiter dans la Seine et mettre fin à ses jours. Les assassins venaient de quitter le défilé du Front national. C'est à sa mémoire et à celles de toutes les victimes du racisme dans ce pays, en souvenir à la souffrance de leurs proches que nous nous rassemblons ici, sur le lieu du crime innommable, le 1^{er} mai de chaque année. » Ainsi débute l'appel unitaire au rassemblement du 1^{er} mai,

signé par plusieurs dizaines d'organisations, associations et partis politiques.

Le racisme tue

Un texte qui rappelle également que « depuis l'assassinat de Brahim Bouarram, le racisme a fait d'autres victimes en France et dans d'autres pays, récemment l'assassinat de 50 personnes par un islamophobe dans deux mosquées en Nouvelle-Zélande ». C'est un fait : le racisme a tué, et le racisme continue de tuer. Se souvenir du meurtre de Brahim Bouarram par des militants d'extrême droite, c'est se souvenir de tous ces meurtres, de toutes ces violences, de ces vies brisées par le poison raciste. Nous faisons là encore nôtre les termes du texte d'appel au rassemblement du 1^{er} mai prochain : « Vingt-quatre ans plus tard, le racisme a aussi gangrené la société sous d'autres formes : la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie, la ségrégation, la relégation, les discriminations aux droits fondamentaux, au



logement, au travail, aux contrôles en tous genres. C'est toujours sous d'autres formes que le racisme s'enracine, avec la montée des extrêmes droites et des droites extrêmes. À cela s'ajoutent les

violences policières, les contrôles au faciès, les rôles plus que douteux de certains médias, une justice à géométrie variable dès qu'il s'agit d'enfants d'immigrés et de leurs parents. »

Urgence du combat antiraciste

Alors que les premiers débats des élections européennes ont été le théâtre d'une surenchère sur les questions migratoires, copieusement alimentée par un gouvernement Macron qui, tout en se posant comme « rempart » face à l'extrême droite, n'hésite pas à s'accorder avec elle au niveau européen pour conduire une politique toujours plus répressive et criminelle à l'égard des migrantEs, le combat antiraciste est une des urgences de l'heure. Contre l'islamophobie, l'antisémitisme, la négrophobie, la romophobie, contre tous les racismes, qui se nourrissent entre eux, qui divisent, qui oppriment, qui tuent : nous nous rassemblerons le 1^{er} mai, de 11 h à 12 h, au Pont du Carrousel à Paris. Pour ne pas oublier Brahim Bouarram et toutes les autres, et pour rappeler que l'oubli, la passivité et le silence sont les meilleurs alliés des racistes en tout genre. Correspondant

ÉDUCATION NATIONALE La violence c'est celle du gouvernement : pas de flics dans les écoles !

Depuis plus de 6 semaines l'élan des mobilisations contre les projets de Blanquer, initiées à Nantes, Angers, Le Havre, puis relayées par les autres académies, en particulier en région parisienne, a été très largement relativisé voire invisibilisé dans les médias et la communication du gouvernement. Par contre, samedi 13 avril et lundi 15 avril, tous les médias se sont précipités à Saint-Denis pour développer un sujet qui leur est cher : la violence à l'école.

À Saint-Denis, en tout cas, le déferlement médiatique n'a pas fait illusion, et a, au contraire, augmenté la colère. En effet, la base du rejet par les enseignantEs et les parents des réformes Blanquer (école de la confiance, réformes du bac et de la voie professionnelle), c'est qu'elles vont démultiplier les inégalités sociales, sources de la violence. En diminuant le nombre d'enseignantEs, les heures de cours dans les disciplines qui développent la réflexion et l'esprit critique, ces réformes vont à l'inverse de ce qui serait nécessaire.

Une violence bien présente

Car la violence est effectivement présente, en permanence, dans les écoles du fait d'enfants et de jeunes qui sont acteurEs et victimes de cette violence. Les épisodes se sont multipliés, dans les collèges et lycées de Saint-Denis, d'irruption, dans les cours des établissements, des rivalités entre quartiers, aboutissant à des intrusions avec armes diverses et règlements de comptes, qui en appellent d'autres. Ces violences ont tué, en septembre, un jeune de 16 ans déscolarisé. Depuis début mars, un autre jeune de 22 ans est dans le coma, après son agression par une dizaine de jeunes dont l'un de 16 ans est en prison, déscolarisé après son exclusion en octobre dernier. Ces violences marquent la vie



JOURNAL DE SAINT-DENIS

de touTEs les jeunes des établissements, provoquant des annulations de cours (de sport en particulier, quand ils se pratiquent à l'extérieur des établissements), la déscolarisation rampante voire complète de dizaine de jeunes. Les violences atteignent parfois les enseignantEs. Ainsi, en février, un professeur a été frappé devant son collègue, et le jeudi 11 avril c'est dans sa classe qu'une jeune professeure a été menacée par un élève déscolarisé qui lui a tiré dessus avec un pistolet à billes.

« Médiation » ?

Il ne s'agit donc en aucun cas de minimiser les violences, mais bien d'entendre les pistes de travail qui

émanent, nombreuses, des parents et des enseignantEs qui s'efforcent de réfléchir ensemble. Il est évident que les réponses ne peuvent être le renforcement et le durcissement des mesures sécuritaires mise en œuvre depuis des années et qui franchissent toujours des crans supplémentaires, malgré leur impuissance patente. La région propose ainsi de réhausser les grilles, d'installer des caméras et maintenant d'implanter dans des lycées des « Brigades mobiles de sécurité », composées de 14 hommes et une femme, recrutés sur leur profil physique et professionnel, à même d'assurer ce que Mme Péresse appelle la « dissuasion », mais qui est rebaptisée

dans les établissements du terme passe-partout de « médiation ». La médiation en uniforme et gants de protection à la ceinture : un nouveau concept bien dans la lignée de la criminalisation de la jeunesse. C'est le concentré d'une politique de l'État et des institutions qui n'a que la violence de la répression pour imposer des politiques qui sont en contradiction avec les besoins réels de celles et ceux qui les subissent.

Réaffirmer les besoins réels

La priorité pour les parents et enseignantEs mobilisés pour manifester le 13 avril et pour « accueillir » Valérie Péresse le 15 avril au LP Bartholdi, ainsi que le recteur de l'académie de Créteil au collège Elsa Triolet, était de dénoncer cette spirale sécuritaire. Mais aussi de réaffirmer les besoins réels : besoins d'enseignantEs pour des cours en petits groupes, d'assistantEs d'éducation pour une présence éducative dans les établissements, pour créer des liens avec les associations qui travaillent dans les quartiers, besoin d'infirmières et d'assistantes sociales dotées de moyens financiers pour engager des actions pédagogiques, accompagner les jeunes et leurs familles, besoins de moyens pour faire vivre des CDI, des clubs dans lesquels les jeunes puissent s'épanouir. Bref l'inverse quasi terme à terme des projets de Blanquer.

Cathy Billard

AP-HP Les urgences ne désarment pas !

Sans la mobilisation des infirmierEs, des aides-soignantEs et des auxiliaires de puériculture qui s'épuisent dans les services d'urgence de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, l'appel à la grève générale, lancé par les 8 syndicats présents au sein de l'institution, serait passé inaperçu. Vendredi dernier, à peine plus d'une centaine de manifestantEs rassemblés devant le siège de l'AP-HP, plus grand CHU d'Europe...

Avec le soutien d'une partie de l'intersyndicale, le collectif Inter-urgences qui coordonne les personnels en lutte a obtenu quelques avancées mais, sur l'essentiel, c'est-à-dire les effectifs soignants, la réponse du directeur général de l'AP-HP comme celle de la ministre de la Santé, qui nie la dégradation des conditions de travail, reste très en-deçà des besoins pour faire face à une activité qui a doublé en 20 ans et augmente de 3% chaque année.

« Le gouffre se creuse entre les besoins et nos moyens »

Le référentiel construit par les urgentistes de SAMU-Urgences de France fixe à 700 le nombre de postes à créer, mais ce ne sont que 16 emplois de plus que la semaine dernière qui sont lâchés pour les urgences pédiatriques qui avaient été « oubliées » jusqu'ici. Avec 61 emplois à temps plein, le compte n'y est pas, et le million d'euros qui sera consacré, cette année, à la vidéosurveillance, comme la présence de vigiles dédiés ne changeront pas une situation qui reste dangereuse pour les personnels mais aussi pour les soignéEs. Déjà, au début de l'année, suite aux décès survenus à Paris et ailleurs,

14 chefs de service alertaient : « Les récents drames sont un malheur pour les patients et leurs familles. Pour nous et nos équipes, dont la raison d'être est de soigner et de sauver, ils sont des tragédies. Or, de tels accidents peuvent maintenant se répéter partout et à tout moment, car le gouffre se creuse entre les besoins et nos moyens. »

Face à la revendication de revalorisation des salaires d'un montant de 300 euros, exigée par les grévistes, la reconnaissance d'une indemnité spécifique « pour travaux dangereux, incommodes ou insalubres » même portée à son taux

maximum de 3,6 euros par jour travaillé, et le versement unique d'une prime exceptionnelle de 250 euros, ne répondent pas à la nécessaire réflexion à engager sur l'attractivité et la reconnaissance de l'exercice en milieu hospitalier.

Contre une vision techniciste de la médecine

La grève s'étend et, aujourd'hui, ce sont 16 services d'accueil des urgences, sur les 25 que compte le CHU, qui rejoignent la mobilisation. Celle-ci devrait gagner l'ensemble des professionnelEs, qu'une restructuration d'ampleur,

dont la visée est purement comptable, va priver de 1000 postes par an. En effet, les 39 établissements déjà regroupés en 12 groupes hospitaliers vont être remodelés en supra GH au nombre de 4, comportant des départements médicaux universitaires multi-sites constitués sur la base d'indicateurs de « rentabilité » et d'une vision techniciste de la médecine qui prétend substituer l'innovation aux relations humaines.

C'est l'ensemble qui est mis à rude épreuve, et l'irruption des Gilets jaunes jette une lumière crue sur la montée de la précarité et des souffrances sociales nées de décennies de politiques néolibérales. Celle qui conduit une part croissante de la population à trouver refuge à l'hôpital, lui-même confronté aux manquements de la médecine de ville et à la concurrence du secteur privé, dispensé des obligations de service public. Les mobilisations pour défendre l'hôpital public s'intensifient mais peinent à se coordonner. Il est grand temps que les organisations engagées dans la défense de l'hôpital public et de l'accès aux soins pour toutes et tous s'accordent pour agir ensemble.

CorrespondantEs

GRÈVE À LA POSTE 92 De nouvelles actions... et des soutiens internationaux

Après plus d'un an de grève des postiers et postières du 92, la direction continue à faire patiner les négociations. Car La Poste refuse toujours d'accéder à la principale revendication des grévistes : l'arrêt des suppressions d'emplois et des réorganisations dans le département.

Pour maintenir la pression sur la direction, postiers et postières, accompagnés de leurs soutiens, ont donc repris les actions en direction du siège de La Poste, ainsi que des pouvoirs publics. Le 17 avril, ils se sont rendus au siège de la Banque postale, où Philippe Wahl, patron de la boîte, devait présider les « Assises de la Banque citoyenne » (!). Mais alors que La Poste annonçait qu'un DRH devait venir à la rencontre des grévistes, c'est la police qui est rapidement arrivée sur les lieux. Ce qui montre la volonté réelle de négociation de la direction...

Grévistes déterminés

Mais cela n'a pas entamé la détermination des grévistes, qui le lendemain se sont rendus au ministère de l'Économie, puis au ministère du Travail, afin de remettre un dossier, établi par Sud Poste, démontrant comment la direction de La Poste vole, depuis des années, du temps de travail aux postiers et postières. Dans le même temps, le soutien à la grève s'élargit, et dépasse les étroites frontières hexagonales. En effet, la CGT Correos, un syndicat de postierEs de l'État espagnol, a décidé d'appeler à des rassemblements de soutien à la grève le 30 avril à Barcelone, Madrid, Valence et Séville. Et ce soutien se manifeste également outre-Atlantique : à l'initiative de militantEs du syndicat « Local 217 », un rassemblement de soutien aura également lieu le 30 avril à New York ! Ces manifestations démontrent le large soutien dont bénéficie la grève...

Soutien nécessaire

Si La Poste maintient le bras de fer, alors qu'elle a perdu sur la question du licenciement de Gaël, c'est parce qu'elle veut faire entériner 3 projets : officialiser la fin du fini-parti, pour faire distribuer des colis, de la publicité non-adressée, ou imposer des tournées supplémentaires ; adapter la durée journalière de travail au trafic ; imposer la méridienne sur les centres et la mise en place d'îlots. La boîte se dit que, si elle arrive à terrasser la grève, elle pourra dérouler tranquillement ces projets. A contrario, une victoire des grévistes ouvrirait une brèche pour remettre en cause tous ces projets mais également toutes les réorganisations qui depuis des années ont considérablement dégradé le métier de facteur. Mais pour pouvoir gagner, les grévistes ont besoin du soutien financier. Car après un an avec des paies à 0 euros, les situations financières inextricables se multiplient pour les grévistes. Il est donc vital pour la grève que chacun et chacune continue à



CHARMAG



DR

verser et à faire verser à la caisse de grève (chèques à l'ordre de Sud Poste 92, mention « solidarité grévistes » au dos, à envoyer à Sud Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes ; par virement sur le compte de Sud Poste Hauts-de-Seine : IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214). Et pour pérenniser le soutien à un syndicalisme de lutte, vous pouvez également adhérer à l'association « les Amis de Sud Poste 92 », par virement mensuel (10 euros par mois : IBAN FR76 4255 9100 0008 0233 1417 622).

Correspondant

Les comités en action

Fête des anticapitalistes de Haute Savoie
organisée par le NPA74

samedi 4 mai 2019 / 17H

Rencontre avec **Philippe POUTOU**

suivie d'une soirée **Crêpes & Concerts**

Green's Field (Musique Celtique)
& **Jahkasa** (Baton Reggae)

Salle des Eaux-et-Forêts
113 Boulevard du Fier - Annecy




FÊTE ANTICAPITALISTE
Avec : **OLIVIER BESANCENOT**
COMITÉ ADAMA TRAORÉ
JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...

ET EN CONCERT :
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
KALUNA TRIO GUITARE TOULOUSE

PRIX LIBRE

SAM. 18 MAI 2019

TOULOUSE - SALLE ERNEST RENAN
12H/23H - MÉTRO 3 COCUS - 5 CHEMIN D'AUDUBERT
ESPACE ENFANTS - LIBRAIRIE - STANDS - FILM
RESTAURATION - EXPOS - CONCERTS - SPECTACLE



FÊTE ANTICAPITALISTE **SAMEDI 18 MAI TOULOUSE**

13h30 : PROJECTION de «Résistantes»
Documentaire sur 3 moudjahidines qui rappelle la place des femmes dans la guerre d'indépendance en Algérie. Ce film aura une «résonance particulière» au vu des luttes actuelles en Algérie. Suivi d'un débat.

15h : «10 ans d'ACTION DIRECTE» Avec Jean-Marc Rouillan
Il viendra nous parler de son livre «10 ans d'Action Directe» paru fin 2018, écrit en prison à la fin des années 90 et qu'il ne pouvait pas publier tant qu'il était sous contrôle judiciaire. Suivi d'une séance de dédicaces.

16h : DÉBAT avec Emma sur le climat
A l'occasion de la sortie de son nouveau bouquin, un Hors série d'Un Autre Regard sur le climat, Emma viendra animer un débat sur l'écologie aux côtés de jeunes mobilisés pour la climat. Un pamphlet illustré 100% anticapitaliste !

17h : QUARTIERS POPULAIRES, laboratoires des violences policières
Avec un membre du comité national Vérité et Justice pour Adama Traoré, du nom de ce jeune homme noir assassiné par la Police le 19 juillet 2016.

18h : Débat féministe et DÉDICACES avec Emma
Vous pourrez discuter avec Emma (la bédéciste) de féminisme et d'anticapitalisme, de charge mentale et de fin du patriarcat !

18h : SPECTACLE DE MAGIE
Pour les petits et les grands !

19h : MEETING AVEC OLIVIER BESANCENOT
Sur la situation sociale et politique, avec le mouvement des Gilets Jaunes. Il sera accompagné d'un membre du comité Adama Traoré qui apportera un éclairage sur les quartiers populaires dans les luttes actuelles.

20H CONCERTS
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
TRIO GUITARE TOULOUSE

ESPACE ENFANTS - LIBRAIRIE - GRAFFITI - STANDS - RESTAURATION - EXPOS

Fête du NPA
Débats, meeting, repas, concert avec **KinKeliba**

Samedi 18 mai de 15h à 24h
Salle Festive Saint Etienne du Rouvray

Justice sociale, urgence climatique, c'est le système qu'il faut changer

Avec **Philippe Poutou**

Table + concert : 5 euros (espace ouvert sur réservation)
correspondance@npa76.org
facebook.com/npa.rouen
www.npa76.org

L'Anticapitaliste la revue
Le n°104 est disponible

L'Anticapitaliste
LES EXTRÊMES DROITES À L'ASSAUT DE L'EUROPE



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Mercredi 1er mai FÊTE ANTICAPITALISTE

À PARTIR DE 12h

Buvette *
Barbecue *
Repas vegan

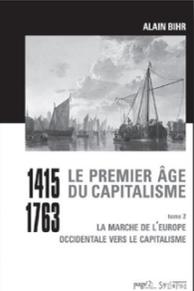
Dans la salle et jardin de l'ARES
10 rue d'Ankara
Strasbourg ESPLANADE **NPA67**
Contact : npa67@free.fr

librairie
★ la-breche.com

Rencontre avec Alain Bihr
JEUDI 16 MAI À 18H

Autour de son livre *la Marche de l'Europe occidentale vers le capitalisme*.

À la librairie La Brèche,
27, rue Taine 75012 Paris, M° Daumesnil.



Cette onzième édition sera l'occasion de revenir sur une année chargée d'actualité, en France et à l'international, du mouvement des Gilets jaunes (qui vient d'entrer dans son sixième mois !) à la dangereuse montée des extrêmes droites et des autoritarismes à travers le monde en passant par les crises de l'Union européenne... et la séquence électorale à venir. Autant de sujets dont nous discuterons lors de cette Université d'été, en compagnie d'invités qui viendront nous apporter leur expertise sur de nombreux thèmes d'actualité, mais aussi les éclairages historiques indispensables à la compréhension d'un monde en plein bouleversement.

Les Nôtres

Christian Agon

Christian Agon nous a quittés au petit matin du 17 avril 2019, à l'âge de 54 ans, suite à un cancer du cerveau diagnostiqué très tardivement, trop tardivement hélas. Si on devait qualifier Christian, on pourrait dire de lui qu'il ne lâchait rien. Il travaillait chez IBM où il a mené une lutte sans relâche pour faire respecter ses droits. Il a su s'entourer de militants syndicaux solides dans leur engagement, qui l'ont soutenu jusqu'au bout. Il se régalaient des articles de journaux quand ceux-ci dénonçaient l'injustice ou tel homme politique véreux faisant acte de malhonnêteté. C'était sans doute ce qui le touchait le plus profondément, l'injustice qui pouvait lui être faite ou que pouvaient subir les plus exposés d'entre nous : les plus précaires, les plus fragiles, les plus exploités.

Philippe Poutou et Christian Agon. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Cher camarade Christian, le comité du 11^e arrondissement de Paris, te remercie de nous avoir apporté, un peu de tes raisonnements politiques, beaucoup de tes convictions.



11^e université d'été du NPA

À vos agendas !

La onzième Université d'été du NPA se déroulera du dimanche 25 au mercredi 28 août inclus (accueil le samedi 24 août à partir de 14 heures, départ le jeudi 29 août après le petit-déjeuner) à Port-Leucate, près de Perpignan. Comme chaque année, militantEs et sympathisantEs du NPA se retrouveront pour quatre jours d'ateliers, discussions, projections-débats... dans un cadre convivial, à deux pas de la Méditerranée.

Le programme est en cours de construction, et les inscriptions ne sont pas encore ouvertes, mais les dates sont d'ores et déjà à cocher dans vos agendas ! Nous reviendrons très prochainement dans nos colonnes sur l'initiative, en communiquant les noms des premierEs invitéEs, les éléments du programme... ainsi que les modalités d'inscription.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Revue

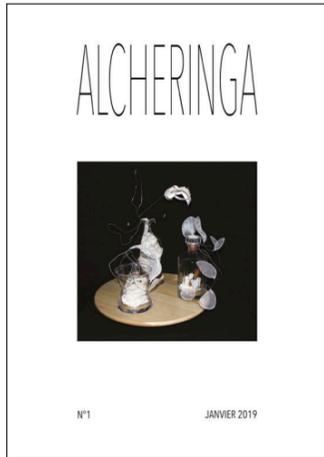
Le surréalisme et le temps des rêves

Alcheringa, n°1, Paris, Éditions Surréalistes, janvier 2019.

Dans un article de 1962, « Main première », André Breton faisait référence au mot « Alcheringa », qui signifie, dans le langage des aborigènes australiens, « le temps des rêves ». C'est ce mot qu'a choisi le Groupe surréaliste de Paris pour titre de sa nouvelle revue, dont le premier numéro vient de sortir.

«Jeunesse de la révolte et imagination sans entraves»

Richement illustrée avec des peintures de Guy Girard, Rik Lina – objet d'une étude par Claude-Lucien Cauët – et Sergio Lima (surréaliste brésilien), de nombreux collages, des dessins de Virginia Tentindo, des photomontages de Pierre-André Sauvageot, la revue porte en couverture la photo d'un étrange objet aérien de la jeune artiste Élise Aru, intitulé *Aquarium des rêves*. On trouve dans *Alcheringa*, serties dans ses pages comme autant d'agates des rivières, des poèmes, des récits de rêve,



des contes (Bertrand Schmitt), des essais sur la liberté (Alfredo Fernandes) ou sur l'amour (Joël Gayraud), des comptes rendus de livres et d'expositions – notamment une « onirocritique » par Sylvain Tanquerel de l'exposition intitulée *Libre Moiseau* du peintre et cinéaste

Michel Zimbacca. Sans oublier les jeux, cette activité surréaliste collective, ludique et sacrée : par exemple, un jeu d'interprétation du rêve d'une personne inconnue (il s'agissait de Sigmund Freud !). Dans l'éditorial de cet étonnant OCS (objet culturel subversif), Guy Girard affirme : « Il s'agit de dire non à tous ces systèmes d'oppression, de domination, d'aliénation des corps et des esprits qui font l'emprise de la civilisation capitaliste, pour laquelle n'est véritablement réel que ce qui est produit par la rationalité marchande ». L'objectif ambitieux que se donne la revue, c'est rien moins que d'« inciter à conjuguer au temps du rêve l'insolente jeunesse de la révolte et de l'imagination sans entraves ».

La solidarité avec les luttes émancipatrices fait partie de la longue tradition révolutionnaire des surréalistes. Dans ce premier numéro d'*Alcheringa*, ils rendent hommage au Chiapas et au Rojava, « une constellation rouge et noire » : ce

que le Chiapas zapatiste et le Rojava kurde (nord de la Syrie) ont en commun, malgré leurs différences évidentes, c'est l'auto-organisation à la base, les refus des logiques capitalistes et étatiques, et la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes. Si le mouvement zapatiste, l'héritier de 500 ans de résistance indigène au colonialisme et au capitalisme, a réussi à imposer, face à l'État mexicain, une fédération de communes autonomes, l'expérience du Rojava est une petite flamme d'utopie dans une région du monde déchirée par l'intolérance religieuse, les combats exterminateurs entre nationalismes, la violence aveugle, les guerres entre clans plus réactionnaires les uns que les autres, les interventions de puissances impérialistes rivales. Les lecteurs intéressés par cette plongée dans le temps des rêves – qui est aussi un temps des luttes – peuvent se procurer un exemplaire à la librairie La Brèche.

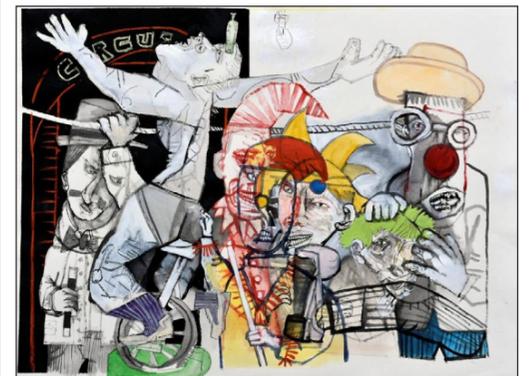
Michael Löwy

Exposition

Le Cirque de Sergio Moscona

Galerie Claire Corcia (323, rue Saint-Martin, Paris 3^e), jusqu'au 29 avril 2019. Entrée libre, ouvert du lundi au samedi de 11h30 à 19h.

Sergio Moscona est un peintre né en 1979 à Buenos Aires. Trop jeune pour avoir directement souffert des années terribles de la dictature militaire (1976-1983), le travail de Moscona est cependant marqué par ces années sombres. Quel que soit le sujet abordé, le contexte social et politique demeure toujours présent dans son œuvre. Son tableau-fresque représentant les Mères de la Place de Mai qui brandissent les photos d'enfants disparus comme des armes face à la soldatesque en est le plus bouleversant témoignage.



Équilibre digne du meilleur funambule

Pour cette exposition, Moscona s'est saisi du cirque, fable douce-amère, comme prétexte pour exacerber les caractères humains et pousser l'exploration de la comédie humaine. « Mon œuvre se nourrit de faits sociaux, c'est un jeu constant avec ce qui arrive, une interaction qui déplace et retourne les choses avec la seule intention de tenter de s'en approcher à partir d'un point où je puisse, dans la mesure du possible, les comprendre ». Il est vrai que l'œuvre peut échapper à l'artiste surtout quand la couleur s'impose, triomphale. Les bleus explosent, les jaunes irradiant et les rouges chatoient dans une partie des œuvres accrochées tandis qu'une série de « négatifs » où le fond noir domine interroge le chaos universel. Seule la ligne blanche de l'artiste essaie de préserver un équilibre digne du meilleur funambule. Le monde du cirque permet en effet de pousser les êtres dans leur dernier retranchement qu'ils soient hommes ou animaux. On se côtoie sans se comprendre vraiment mais les mains qui apparaissent, se tendent et s'agrippent rappellent que le vivre ensemble doit l'emporter. Pour que l'humanité perdure.

« Sergio Moscona montre une œuvre débordante d'humanité, tournée vers les autres. Si certains artistes ont abandonné la peinture, Moscona, lui, peint plus que jamais. Avec frénésie. Avec une joie animale » (Marie-José Linou, conservatrice).

Plusieurs livres du peintre sont en vente à l'exposition dont *Le Cirque*, préfacé par Claire Corcia. Si vous avez la chance de croiser Sergio Moscona lors de votre visite à la galerie, parlez-lui du Pape François et vous comprendrez que les Argentins ne sont pas très fiers de leur compatriote.

Sylvain Chardon

Cinéma

Compañeros, d'Alvaro Brechner

Film argentin, espagnol, français et uruguayen, 2h02, sorti le 27 mars 2019.

Ce film d'Alvaro Brechner s'inscrit dans la production littéraire et cinématographique qui accompagne la volonté des nouvelles générations à revenir sur les traumatismes des dictatures espagnoles et d'Amérique latine. Les derniers exemples, *le Silence des autres* et *Santiago Italia*, sont encore sur les écrans.

Une nuit de 12 ans

Le titre original de *Compañeros*, *La Noche de 12 Años*, est plus explicite. Les 12 ans de la dictature uruguayenne après le coup d'État

du 27 juin 1973. Le film accompagne le séjour en enfer de trois membres des Tupamaros uruguayens, arrêtés suite à une descente dans le pavillon où ils se planquaient et qui deviennent otages de l'armée qui menace de les exécuter si des opérations de représailles avaient lieu. Ils sont déplacés de cellules en caves clandestines, totalement coupés du monde extérieur, dans un silence absolu.

La caméra, très proche, suit la lente résistance des trois emmurés, leur capacité à s'adapter, à communiquer, à tenir. Le film restitue

de façon très chronologique leur existence inspirée des écrits et mémoires de Mauricio Rosencof et de Eleutorio Frenandez Huidobro (*Memorias del Calabozo*), et des interviews de José Mujica, président de la République uruguayenne de 2010 à 2015.

Pourquoi n'ont-ils pas disparu comme tant d'autres ? Les tortionnaires ont l'air de le regretter et le régime qu'ils leur imposent est bien une tentative de mort lente. La bande musicale a été confiée à Silvia Pérez Cruz, qui nous délivre plusieurs chants dont une



interprétation sublime de « Sound of Silence ».

JMB

Documentaire

Les Illettrés, de Philippe Guilloux

Documentaire français, 1h18, première sortie le 17 octobre 2018.

Le film n'est pas facile à voir car, en attendant la sortie DVD, il est malheureusement diffusé dans très peu de salles. C'est dommage, car il est très intéressant...

Des gens qui savent de quoi ils et elles parlent

Sept salariéEs témoignent de leur histoire, après leur licenciement et la fermeture de leur usine Gad, des abattoirs en Bretagne. Et contrairement à ce que nous voyons et entendons trop souvent sur les plateaux télé et radio, ces gens savent exactement de quoi ils et elles parlent.

Ce qui nous est raconté nous touche de près, car c'est la vie de millions de gens, de salariéEs qui perdent leur emploi après des années de travail, c'est notre vie d'hier, d'aujourd'hui ou peut-être de demain. On voit le

choc de l'annonce de la fermeture, l'incompréhension, le mépris patronal, la résistance, l'espoir, la dignité et puis la défaite, le désespoir, la vie qui bascule. Le film parle des conditions de travail, des liens et des solidarités entre collègues mais aussi de l'après-licenciement, de la perte du travail, de la recherche d'un autre emploi, du chômage, des doutes, des peurs, de la perte de confiance. Les témoignages sont émouvants, partagés entre la colère, l'écoeurement mais aussi la résignation, le fatalisme. Gad est une des usines qui avaient fermé en 2012-2013, une situation sociale dramatique qui était à l'origine du mouvement des Bonnets rouges, cette révolte populaire à la fin de l'année 2013. Avec les licenciements et les fermetures du moment, sur fond de colère des Gilets jaunes, on a l'impression de vivre exactement la



même chose, en plus grand. Ce film est un très bon outil pour débattre de la situation, pour passer de la résignation ambiante à l'organisation de la riposte, toutes ensemble. Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com 27, rue Taine 75012 Paris

Cinéma

El Reino, de Rodrigo Sorogoyen

Film espagnol et français, 2h11, sorti le 17 avril 2019.

Manuel Lopez Vidal, un élu d'une région de l'État espagnol, mène une vie joyeuse et fastueuse avec ses collègues. L'argent de la corruption coule à flot. Mais la justice commence à s'intéresser à l'affaire, et ses ex-amis ont tendance à penser que Manuel serait la bonne victime expiatoire pour satisfaire l'opinion. L'intéressé ne l'entend cependant pas de cette oreille et, en tout cas,

ne veut pas sombrer seul ; commence donc une folle course-poursuite. Sans y faire directement référence, le film s'inspire de l'affaire Gürtel, qui a éclaté en 2009, énorme scandale d'enrichissement de cadres du Parti populaire (PP, droite) et de financement de campagnes électorales. Le mélange de la dénonciation politique et du thriller fonctionne plus ou moins bien. Henri Wilno



« Adama est devenu le nom d'une lutte politique »

Entretien. **Geoffroy de Lagasnerie** est sociologue et philosophe. Il vient de co-écrire, avec Assa Traoré, le *Combat Adama* (éditions Stock, 288 pages, 19,50 euros), dans lequel les deux auteurEs reviennent sur « l'affaire » Adama Traoré, tué par des gendarmes à Persan (Val-d'Oise) le 19 juillet 2016 et, plus généralement sur les dimensions sociales et politiques des violences policières. Nous nous sommes entretenus longuement avec Geoffroy de Lagasnerie à l'occasion de la sortie du livre, à propos des quartiers populaires, de la police, de l'État, de la violence, de la démocratie, de la gauche... Ce qui suit est un court extrait de ce long entretien, dont l'intégralité sera publiée sur notre site dans les semaines qui viennent.

Le fait que le livre sorte dans un moment particulier, si l'on peut dire, en ce qui concerne la question policière, avec de nombreuses discussions, liées à la violence de la répression du mouvement des Gilets jaunes, sur la légitimité de l'usage de la force par la police, sur son caractère de plus en plus violent, sur la politique de plus en plus répressive de l'État... contribue-t-il d'après toi à donner un écho particulier à ce que vous dites ? Depuis plusieurs mois il y a en effet, à une échelle inhabituelle, un questionnement qui concerne ce qui est au cœur de l'exercice de la domination dans les États bourgeois, à savoir le monopole revendiqué de la contrainte physique légitime, à un double niveau : contestation de la légitimité des violences policières, reconnaissance de la légitimité de la contre-violence des manifestants. En ce qui concerne l'écho plus fort que pourraient avoir nos propos dans le contexte actuel, je pense, en quelque sorte, l'inverse. C'est-à-dire que je crois que la sensibilité à la question des pratiques policières, dans le mouvement social, dans le mouvement des Gilets jaunes, est aussi une conséquence du travail que le comité Adama a effectué depuis deux ans dans la gauche, en défendant cette idée que la question policière est une question centrale. Et donc je crois que la manière dont a été thématisée la centralité de la question des pratiques policières est plutôt une conséquence de ce travail, plutôt que de voir un combat Adama qui « profiterait », en quelque sorte, de la violence contre le mouvement des Gilets jaunes. Souvent les influences sont souterraines, et il ne faut pas sous-estimer qu'au cours de ces deux dernières années beaucoup de gens de gauche, d'intellectuels, de militants, etc., ont été sensibilisés à la question policière et à sa centralité, ce qui les a fait régir rapidement dans le cas des Gilets jaunes. Paradoxalement, c'est donc plutôt le combat Adama, selon moi, qui a mis au centre cette question.

Et que penses-tu de cette idée en vogue, qui voudrait que les violences qui se produisent désormais contre le mouvement social et les Gilets jaunes sont les mêmes que celles qui se produisent depuis bien longtemps dans les quartiers, et que ces derniers ont été une forme de « terrain d'expérimentation » de ces violences et pratiques policières ? Je pose la question tout en sachant que ce n'est pas un point de vue que tu partages...

Je suis effectivement en désaccord théorique, même si je n'en fais pas un principe, avec l'idée que c'est le même type de violence dans les quartiers et contre les mouvements sociaux et politiques. Dans le premier cas, c'est une logique socio-raciale, qui renvoie à la question de l'élimination systématique d'un



certain type de gens, d'une négation de leur légitimité à vivre ; dans le second, c'est la gestion par l'État de formes d'expressions démocratiques. Si on veut chercher un précédent à ce qui arrive aux Gilets jaunes, c'est Rémi Fraisse, ce sont les manifs du FLN, c'est mai 67 en Guadeloupe : voilà des généalogies qui me semblent plus parlantes, plus pertinentes, c'est le rapport de la police aux contestataires. En revanche, la manière dont la police traite le corps noir et arabe, la manière dont elle contrôle systématiquement, dont elle produit des effets d'illégitimité ontologique, une négation de ce qu'ils sont, pas de ce qu'ils font, c'est une autre forme de pouvoir, même si on emploie le même mot, et si la police emploie les mêmes armes. On pourrait tout à fait imaginer une société où le maintien de l'ordre serait fait très différemment, et où il y aurait quand même dans les quartiers populaires l'élimination systématique des garçons par la police.

Pour autant, Assa et toi avez dit et écrit qu'il y a des moments dans l'histoire où certaines personnes, certaines affaires, certains combats... cristallisent, bien au-delà de leur singularité, des questions qui concernent l'ensemble du monde social, et qui font de ces combats des enjeux essentiels. Pourquoi selon toi le cas Adama, le combat Adama, fait-il partie de ces cas si particuliers ?

Oui, c'est vrai que nous disons cela. Parfois il y a des noms propres qui deviennent des noms communs, des noms dans lesquels tout le monde se reconnaît. Et il y a beaucoup de familles de victimes de la police qui se reconnaissent aujourd'hui dans la personne d'Adama, qui disent « Adama, c'est notre combat », « Adama, c'est le nom de notre mort »... Adama est devenu le nom d'une lutte politique, et même d'une question de théorie politique très importante et centrale pour la société et la politique contemporaines. Il n'y a pas de raison particulière qui fait que cela va se cristalliser sur

une affaire. Il faut aussi prendre en compte l'héritage de beaucoup de luttes dans les quartiers, probablement moins symboliques, moins médiatisées, que l'affaire Adama a en quelque sorte synthétisées. Nous nous inscrivons dans cette histoire et nous ne serions pas là si beaucoup d'autres luttes n'avaient pas existé. Il y a un arbitraire historique qui fait que tout cela s'incarne dans cette histoire, comme par le passé cela avait pu tomber sur l'affaire Dreyfus, sur l'affaire Audin.

Mais pourquoi Adama ? Dans le cas d'Adama, la question policière touche à deux questions essentielles. D'une part, à la gestion policière des quartiers populaires, c'est-à-dire à un ordre socio-racial dans des quartiers qui, comme le dit très bien Assa, sont l'un des lieux où la situation est la plus fatale.

Précarité économique, chômage, racisme, domination masculine, ordre policier : les quartiers populaires sont l'un des lieux où la concentration de violence est la plus forte, mais c'est un lieu qui est marginalisé, par les médias, les forces politiques, etc. Le combat Adama, c'est donc un combat pour mettre au centre du débat cette quantité de souffrances, et un point de départ pour une interrogation de l'ensemble des violences sociales, à partir de l'un des lieux où elles sont les plus fortes.

Et d'autre part, la question policière est la question centrale de la théorie politique : dans toute discussion, on définit toujours la démocratie et l'État de droit dans son rapport à l'État autoritaire, et la question centrale de l'opposition entre ces deux polarités, c'est la question de la police, de la place de la police. L'État autoritaire est une version de l'État policier, et ce qui distingue très souvent une démocratie d'État autoritaire, c'est le statut de la police par rapport au gouvernement, par rapport aux juges, l'existence ou non d'une police politique, l'autonomie de la police, etc. La question policière est donc essentielle pour faire un diagnostic de la nature de notre société politique. Et quand on voit comment cela fonctionne dans les quartiers populaires, on se rend compte que ces vies sont gérées de manière anti-démocratique, ce qui interroge le type de société dans lequel on vit – la notion d'État de droit. C'est parce qu'elle est au carrefour de ces deux questions centrales que l'affaire Adama devient le lieu d'une interrogation générale.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

BASTAG BRÉSIL : LES « ÉMOTIONS VIOLENTES » DE LA POLICE.

Ce 7 avril à Rio de Janeiro, Evaldo dos Santos Rosa, un musicien de 51 ans, conduit sa famille en voiture chez des amis pour y fêter la naissance d'un enfant. Soudain, sa voiture est criblée de balles tirées par des soldats en patrouille dans le quartier de Guadalupe (zone ouest de la ville) : 80 impacts au total. Evaldo arrive in extremis à faire virer la voiture pour protéger sa femme, son fils de sept ans et sa filleule de treize ans, assis à l'arrière. Ceux-ci s'en sont miraculeusement sortis indemnes. Mais le musicien, ainsi qu'un passant, sont tués. Le beau-père d'Evaldo, assis sur le siège passager, a été blessé.

Le commissaire de police responsable de l'enquête a déclaré que les militaires ont vraisemblablement tiré sur la voiture « par erreur ». [...] Durant les mois de janvier et février 2019, les forces de l'ordre ont été particulièrement meurtrières dans l'État de Rio de Janeiro : 305 homicides « dus à l'intervention d'un agent de l'État » – policier ou militaire – ont été recensés par l'Institut de sécurité publique (ISP), contre 259 pour la même période en 2018, en augmentation de 18 %. Soit plus de cinq personnes tuées par jour par les forces de l'ordre ! Sur l'ensemble des 1375 homicides perpétrés à Rio de février à décembre 2018, un quart sont imputables à des policiers et des militaires, selon l'Observatoire de l'intervention. Le chiffre est en augmentation comparé à 2017.

Cette augmentation des homicides perpétrés par les forces de l'ordre intervient alors qu'un nouveau gouverneur dirige l'État de Rio depuis les élections d'octobre 2018 : Wilson Witzel, du Parti social-chrétien (PSC, droite). Ancien militaire de la marine et ex-juge fédéral, il a promis de laisser carte blanche à la police [...].

Ce programme de sécurité publique ultra-violent est soutenu par le président Jair Bolsonaro. Un projet de loi fédérale « anti-crime et anti-corruption » est d'ailleurs en préparation. Il prévoit notamment que les exactions policières puissent être considérées comme de la légitime défense lorsque l'agent des forces d'ordre agit « sous l'emprise d'une peur excusable, de la surprise ou d'une émotion violente ». La mesure est dénoncée par la société civile comme un « permis de tuer », qui ciblera encore davantage les quartiers populaires et la population brésilienne noire, particulièrement visée par les tirs policiers.

Glauber Sezerino, « À Rio, les forces de l'ordre tuent 5 personnes par jour depuis le début de l'année », *Bastamag*, 11 avril 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org